

# **WAFASALAF**

## **NOTE D'INFORMATION**

### **Emission de deux emprunts obligataires**

<b>EMPRUNT A : 150 MDH</b>  <b>Emission de 1 500 obligations</b> <b>Valeur Nominale : 100 000DH</b> <b>Maturité : 24 MOIS et 1 JOUR</b> <b>Taux : 4,50%</b>	<b>EMPRUNT B : 50 MDH</b>  <b>Emission de 500 obligations</b> <b>Valeur Nominale : 100 000 DH</b> <b>Maturité : 36 MOIS</b> <b>Taux : 4,75%</b>
--	--

**Date de souscription : Le 09 décembre 2002**

**Organisme conseil coordinateur global de l'opération et responsable de la préparation de la note d'information : Wafa TRUST**

**Organisme chargé du placement : Wafa BOURSE**

### **VISA DU CONSEIL DEONTOLOGIQUE DES VALEURS MOBILIERES**

Conformément aux dispositions de la circulaire du CDVM n°05/00 du 25/12/2000, prise pour l'application de l'article 14 du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne, l'original de la présente Note d'Information a été visé par le CDVM le 03/12/2002 sous la référence n°27/02. Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

---

## ABREVIATIONS ET DEFINITIONS

---

APSF	:	Association Professionnelle des Sociétés de Financement
BSF	:	Bons de Sociétés de Financement
CA	:	Chiffre d'affaires
CDVM	:	Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
DH	:	Dirhams
EDM	:	Equipement des ménages
KDH	:	Millier de dirhams
IS	:	Impôts sur les Sociétés
MDH	:	Millions de dirhams
PNB	:	Produit Net Bancaire
PPR	:	Paierie Principale des Rémunérations
ROE	:	Return On Equity (Rentabilité des fonds propres)
TEG	:	Taux effectif global

---

---

## SOMMAIRE

---

<b>ABREVIATIONS ET DEFINITIONS</b>	<b>2</b>
<b>AVERTISSEMENT ET RESTRICTION</b>	<b>5</b>
<b>PREAMBULE</b>	<b>6</b>
<b>RESPONSABLES DE LA NOTE D'INFORMATION ET DU CONTROLE DES COMPTES</b>	<b>7</b>
<b>A. Le Directoire de Wafasalaf</b>	<b>7</b>
<b>B. Les contrôleurs</b>	<b>7</b>
<b>C. Le conseil juridique</b>	<b>8</b>
<b>D. L'organisme conseil</b>	<b>8</b>
<b>E. Le responsable de l'information et de la communication financière</b>	<b>8</b>
<b>PRESENTATION DE L'OPERATION</b>	<b>9</b>
<b>A. Cadre de l'opération</b>	<b>9</b>
<b>B. Objectifs de l'opération</b>	<b>9</b>
<b>C. Caractéristique de l'emprunt A</b>	<b>10</b>
<b>D. Modalités de souscription et d'allocation de l'emprunt A</b>	<b>12</b>
<b>E. Caractéristiques de l'emprunt B</b>	<b>14</b>
<b>F. Modalités de souscription et d'allocation de l'emprunt B</b>	<b>16</b>
<b>G. Fiscalité des valeurs mobilières à revenu fixe</b>	<b>18</b>
<b>PRESENTATION GENERALE DE WAFASALAF</b>	<b>20</b>
<b>A. Renseignements à caractère général</b>	<b>20</b>
<b>B. Renseignements sur le capital de WAFASALAF</b>	<b>22</b>
a. Renseignements à caractère général	22
b. Répartition du capital social au 31 juillet 2002	22
c. Politique de distribution des dividendes	23
d. Marché des titres de Wafasalaf	23
<b>ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE DE L'EMETTEUR</b>	<b>24</b>
<b>LE SECTEUR DU CREDIT A LA CONSOMMATION</b>	<b>25</b>
<b>A. Taille du marché et segmentation</b>	<b>25</b>
<b>B. Caractéristiques Du Secteur</b>	<b>26</b>
<b>C. Production Du Marché</b>	<b>28</b>
<b>ACTIVITE DE WAFASALAF</b>	<b>29</b>
<b>A. Historique</b>	<b>29</b>
<b>B. Relations intra groupe wafabank</b>	<b>30</b>
<b>C. Activité de Wafasalaf</b>	<b>32</b>

---

<b>D. Réseau De Distribution</b>	<b>34</b>
<b>E. Organisation</b>	<b>35</b>
<b>F. Ressources Humaines</b>	<b>38</b>
<b>G. Ressources Matérielles</b>	<b>39</b>
<b>H. Positionnement de Wafasalaf</b>	<b>40</b>
a. Production	40
b. Encours	42
<b><i>SITUATION FINANCIERE ET ECONOMIQUE DE WAFASALAF au 31/12/01</i></b>	<b>43</b>
<b>A. Compte De Produits Et Charges</b>	<b>43</b>
<b>B. Bilan</b>	<b>46</b>
<b><i>SITUATION FINANCIERE ET ECONOMIQUE DE WAFASALAF au 30/06/02</i></b>	<b>49</b>
<b>A. Compte De Produits Et Charges</b>	<b>49</b>
<b>B. Bilan</b>	<b>53</b>
<b><i>PERSPECTIVES D'EVOLUTION</i></b>	<b>58</b>
<b>A. Perspectives de WAFASALAF : une strategie basée sur la maitrise du risque et la rentabilite</b>	<b>58</b>
<b>C. Etats previsionnels</b>	<b>59</b>
<b><i>FACTEURS DE RISQUES</i></b>	<b>63</b>
<b><i>FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES</i></b>	<b>64</b>
<b><i>DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES</i></b>	<b>65</b>

---

## AVERTISSEMENT ET RESTRICTION

---

### AVERTISSEMENT

*L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en valeurs mobilières comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse sous l'influence de facteurs internes ou externes à l'émetteur.*

*Le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) ne se prononce pas sur l'opportunité des opérations d'appel public à l'épargne ni sur la qualité de la situation des émetteurs. Le visa du CDVM ne constitue pas une garantie de la qualité du placement objet de la présente note d'information ni de la réussite de l'opération envisagée.*

### RESTRICTIONS

*La présente note d'information ne s'adresse pas aux personnes dont les lois du lieu de résidence n'autorisent pas la souscription aux valeurs mobilières objet de ladite note.*

*Les personnes en la possession desquelles ladite note viendrait à se trouver, sont invitées à s'informer et à respecter la réglementation dont ils dépendent en matière de souscription à ce type d'opération.*

*Chaque établissement membre du syndicat de placement n'offrira les valeurs mobilières, objet de la présente note d'information, à la vente qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tout pays où il fera une telle offre.*

*Ni le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) ni WAFASALAF, ni WAFATRUST n'encourent de responsabilité du fait du non-respect de ces lois ou règlements par un ou des membres du syndicat de placement.*

---

---

## PREAMBULE

---

*Conformément aux dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne, la présente note d'information porte, notamment, sur l'organisation de l'émetteur, sa situation financière et l'évolution de son activité, ainsi que sur les caractéristiques et l'objet de l'opération envisagée.*

*Ladite note a été préparée par WAFATRUST conformément aux modalités fixées par la circulaire du CDVM n°05/00 du 25/12/00 prise en application des dispositions de l'article précité.*

*Le contenu de cette note a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes : WAFASALAF, APSF.*

*Conformément à l'article 13 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne, cette note doit être :*

- *remise ou adressée sans frais à toute personne dont la souscription est sollicitée, ou qui en fait la demande ;*
- *tenue à la disposition du public aux sièges de WAFASALAF et de WAFABOURSE.*

---

# RESPONSABLES DE LA NOTE D'INFORMATION ET DU CONTROLE DES COMPTES

---

## A. LE DIRECTOIRE DE WAFASALAF

**Amin BENJELLOUN TOUIMI**  
*Président du Directoire*  
*Wafasalaf*

Le directoire représenté par M. BENJELLOUN TOUIMI président du directoire atteste que, à sa connaissance, les données de la présente Note d'Information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de Wafasalaf ainsi que sur les droits rattachés aux titres offerts. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

## B. LES CONTROLEURS

### Les Commissaires aux comptes pour la période du 01/01/2002 au 30/06/2002

**Bachir TAZI Expert Comptable**  
**ARTHUR ANDERSEN**  
**30, Boulevard Moulay Youssef**  
**Casablanca – Maroc**  
**Tel : 022 27 20 40**  
**Date du premier exercice soumis**  
**au contrôle : 2000**  
**Date d'expiration du mandat**  
**actuel : 2002**

La situation provisoire du bilan et du compte de produits et charges de Wafasalaf au terme du premier semestre couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2002 ont fait l'objet d'un examen limité de notre part.

**Abdelaziz BIDAHA Expert**  
**Comptable**  
**PRICE WATERHOUSE**  
**COOPERS**  
**101, Boulevard Al Massira Al**  
**Khadra**  
**Casablanca – Maroc**  
**Tel : 022 77 90 00**  
**Date du premier exercice soumis**  
**au contrôle : 2000**  
**Date d'expiration du mandat**  
**actuel : 2002**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les états de synthèse susmentionnés ne donnent pas, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de Wafasalaf au terme du premier semestre arrêté au 30/06/2002, ni du résultat de ses opérations pour le semestre clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

---

## **C. LE CONSEIL JURIDIQUE**

**Mohamed HDID**  
**Cabinet A.SAADI Consultants**  
**4, Place Maréchal**  
**Casablanca – Maroc**  
**Tel : 022 27 99 16**

L'opération, objet de la présente note d'information, est conforme aux dispositions statutaires de Wafasalaf et à la législation marocaine en matière de droit des sociétés.

## **D. L'ORGANISME CONSEIL**

**Lamia BOUTALEB**  
**Directeur Général**  
**WAFATRUST**

La présente note d'information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient.

## **E. LE RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE**

**M. LAHLOU ALI**  
**Directeur Affaires Administratives**  
**et Financières**

Wafasalaf 1, avenue Hassan II  
Tél. : 022 54 51 85 ou 08  
Fax : 022 29 49 63  
E-mail : [a.lahlou@wafasalaf.ma](mailto:a.lahlou@wafasalaf.ma)

**Mme BENNANI FATIMA**  
**Responsable département finance**  
**et comptabilité**

Wafasalaf 1, avenue Hassan II  
Tél. : 022 54 51 85 ou 09  
Fax : 022 29 49 63  
E-mail : [f.bennani@wafasalaf.ma](mailto:f.bennani@wafasalaf.ma)

---

# PRESENTATION DE L'OPERATION

---

## A. CADRE DE L'OPERATION

Les deux émissions d'emprunts obligataires de respectivement 150 MDH et 50 MDH, objet de la présente Note d'Information, ont été décidées par le directoire après autorisation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30/05/02. Conformément à l'alinéa 5 de l'article 20 des statuts cette décision a été soumise à l'autorisation du conseil de surveillance du 27/09/02 se prévalant des dispositions statutaires l'autorisant à émettre des obligations.

## B. OBJECTIFS DE L'OPERATION

Etant donnée la baisse tendancielle du Taux Effectif Global, le management de WAFASALAF avec l'appui de ses actionnaires a souhaité accéder à des conditions de financement compétitives afin d'assurer la pérennité de l'entreprise.

Ainsi, depuis 1996, Wafasalaf a procédé à l'émission de près de 2 718 millions de dirhams (MDH) en Bons de Sociétés de Financement (BSF) dont l'encours nominal au 30 juin 2002 se montait à 1 311 MDH. Actuellement, elle souhaite émettre des obligations afin de poursuivre sa stratégie de diversification de ses sources de financement.

Ces deux émissions obligataires, de respectivement 150 MDH et 50 MDH, de Wafasalaf s'inscrivent dans la stratégie de la société et de son actionnaire principal, le Groupe Wafabank. Elle permettra ainsi d'atteindre les objectifs suivants :

- Permettre à la société de diversifier ses sources de financement pour son développement futur ;
- Réduire ses coûts de financement ;
- Encourager la désintermédiation bancaire en faisant appel public à l'épargne.

Le produit des présentes émissions (200 MDH) permettra de financer une partie de la production prévue pour 2003, soit 2500 MDH. Le solde de la production du premier semestre 2003, soit 2300 MDH sera financé par des produits bancaires classiques ainsi que par des Bons de Sociétés de Financement.

## C. CARACTERISTIQUE DE L'EMPRUNT A

Nature	Obligations, non cotées, inscrites auprès du dépositaire central (Maroclear) et des organismes habilités.
Forme	Titres au porteur Dématérialisés
Montant global de l'émission	150 000 000 dirhams
Valeur nominale unitaire	100 000 dirhams.
Taux d'intérêt nominal (facial)	Taux fixe = 4.50%
Nombre de bons	1 500
Maturité	24 mois et 1 jour
Date de jouissance	Le 16 décembre 2002
Prix de souscription	Au pair
Date d'échéance	Le 17 décembre 2004
Date de règlement livraison	Le 16 décembre 2002
Remboursement du principal	A l'échéance
Paiement du coupon	1 <sup>er</sup> coupon sera distribué le 16 décembre 2003 2 <sup>nd</sup> coupon sera distribué le 17 décembre 2004
Négociabilité des titres	De gré à gré

Garantie	Cette émission ne fait l'objet d'aucune garantie
Droits rattachés	Chaque obligation confère à son détenteur un droit au coupon annuel et au remboursement, à l'échéance, du principal
Clauses d'assimilation	Les obligations émises ne font l'objet d'aucune assimilation aux titres d'une émission antérieure.
Rang des créances	Il n'existe aucune subordination de cet emprunt obligataire par rapport aux autres dettes de la société
Remboursement anticipé	Wafasalaf s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des obligations. Toutefois, la société se réserve le droit de racheter ses obligations sur le marché secondaire, ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation. Les obligations ainsi rachetées seront annulées.

#### **Tableau d'amortissement de l'emprunt A**

<b>Année</b>	<b>Intérêts</b>	<b>Principal</b>	<b>Annuités</b>
<b>2003</b>	6 750 000	-	6 750 000
<b>2004</b>	6 750 000	150 000 000	156 750 000

*Montants en dirhams*

## D. MODALITES DE SOUSCRIPTION ET D'ALLOCATION DE L'EMPRUNT A

Bénéficiaires	Toute personne physique ou morale, résidente ou non résidente.
Identification des souscripteurs	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Pour les personnes physiques résidentes marocaines et ressortissants marocains à l'étranger, la photocopie de la carte d'identité nationale fera foi ;</li><li>▪ Pour les personnes physiques résidentes et non marocaines, la photocopie de la carte de résident fera foi ;</li><li>▪ Pour les personnes physiques non résidentes et non marocaines, la photocopie des pages du passeport contenant l'identité de la personne ainsi que les dates d'émission et d'échéance du document feront foi ;</li><li>▪ Pour les personnes morales marocaines, le modèle des inscriptions au registre de commerce fera foi ;</li><li>▪ Pour les personnes morales étrangères, le modèle des inscriptions au registre de commerce ou équivalent fera foi ;</li><li>▪ Pour les associations, la photocopie des statuts et la photocopie du récépissé du dépôt de dossier feront foi ;</li><li>▪ Pour les OPCVM de droit marocain, la photocopie de la décision d'agrément fera foi ;</li><li>▪ Pour les Fonds Communs de Placement (FCP), le numéro du certificat de dépôt au greffe du tribunal fera foi ;</li><li>▪ Pour les Sociétés d'Investissement à Capital Variable (SICAV), le numéro du registre de commerce fera foi.</li></ul>
Modalités de souscription	Chaque souscripteur devra remettre un bulletin de souscription ferme et irrévocable à Wafa Bourse. Le bulletin devra préciser le type d'emprunt avec le nombre de titres demandés par emprunt. Chaque souscripteur sera servi à hauteur des titres demandés et dans la limite des titres disponibles et ce, sur la base du premier arrivé, premier servi. Il n'est pas institué de plancher ou de plafond de souscription au titre de l'emprunt d'obligataire A objet de la présente note d'information.
Méthodes d'allocation	Dans le cas où le montant des souscriptions recueillies excéderait le montant du programme d'émission, la priorité sera attribuée à la souscription la plus ancienne, la date et l'horaire de souscription faisant foi, soit la méthode du premier arrivé, premier servi.

Domiciliation	WAFABANK
Conseiller et coordinateur global	WAFATRUST
Organisme chargé du placement	WAFABOURSE
Date de souscription	Le 09 décembre 2002
Règlement des souscriptions	Le règlement des souscriptions se fera par transmission d'ordres de livraison contre paiement (LCP) par les dépositaires des souscripteurs auprès de Maroclear, à la date de jouissance. Les titres sont payables au comptant, en un seul versement.
Publication des résultats	Les résultats de l'opération feront l'objet d'un communiqué de presse au plus tard une semaine après la fin de la période de souscription.
Représentation des obligataires	En attendant la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire des obligataires qui devra intervenir dans le délai d'un an à compter de l'ouverture des souscriptions et au plus tard trente jours avant le premier amortissement, le conseil de Surveillance de Wafasalaf a procédé à la désignation d'un mandataire provisoire parmi les personnes habilitées à exercer les fonctions d'agent d'affaires en la qualité de M. Mohamed HDID.

## E. CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT B

Nature	Obligations, non cotées, inscrites auprès du dépositaire central (Maroclear) et des organismes habilités.
Forme	Titres au porteur Dématérialisés
Montant global de l'émission	50 000 000 dirhams
Valeur nominale unitaire	100 000 dirhams.
Taux d'intérêt nominal (facial)	Taux fixe = 4.75%
Nombre de bons	500
Maturité	36 mois
Date de jouissance	Le 16 décembre 2002
Prix de souscription	Au pair
Date d'échéance	Le 16 décembre 2005
Date de règlement livraison	Le 16 décembre 2002
Remboursement du principal	A l'échéance
Paiement du coupon	Annuellement à la date anniversaire des bons
Négociabilité des titres	De gré à gré

Garantie	Cette émission ne fait l'objet d'aucune garantie
Droits rattachés	Chaque obligation confère à son détenteur un droit au coupon annuel et au remboursement, à l'échéance, du principal
Clauses d'assimilation	Les obligations émises ne font l'objet d'aucune assimilation aux titres d'une émission antérieure.
Rang des créances	Il n'existe aucune subordination de cet emprunt obligataire par rapport aux autres dettes de la société
Remboursement anticipé	Wafasalaf s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des obligations. Toutefois, la société se réserve le droit de racheter ses obligations sur le marché secondaire, ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation. Les obligations ainsi rachetées seront annulées.

### **Tableau d'amortissement de l'emprunt B**

<b>Année</b>	<b>Intérêts</b>	<b>Principal</b>	<b>Annuités</b>
<b>2003</b>	2 375 000	-	2 375 000
<b>2004</b>	2 375 000	-	2 375 000
<b>2005</b>	2 375 000	50 000 000	52 375 000

*Montants en dirhams*

## F. MODALITES DE SOUSCRIPTION ET D'ALLOCATION DE L'EMPRUNT B

Bénéficiaires	Toute personne physique ou morale, résidente ou non résidente.
Identification des souscripteurs	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Pour les personnes physiques résidentes marocaines et ressortissants marocains à l'étranger, la photocopie de la carte d'identité nationale fera foi ;</li><li>▪ Pour les personnes physiques résidentes et non marocaines, la photocopie de la carte de résident fera foi ;</li><li>▪ Pour les personnes physiques non résidentes et non marocaines, la photocopie des pages du passeport contenant l'identité de la personne ainsi que les dates d'émission et d'échéance du document feront foi ;</li><li>▪ Pour les personnes morales marocaines, le modèle des inscriptions au registre de commerce fera foi ;</li><li>▪ Pour les personnes morales étrangères, le modèle des inscriptions au registre de commerce ou équivalent fera foi ;</li><li>▪ Pour les associations, la photocopie des statuts et la photocopie du récépissé du dépôt de dossier feront foi ;</li><li>▪ Pour les OPCVM de droit marocain, la photocopie de la décision d'agrément fera foi ;</li><li>▪ Pour les Fonds Communs de Placement (FCP), le numéro du certificat de dépôt au greffe du tribunal fera foi ;</li><li>▪ Pour les Sociétés d'Investissement à Capital Variable (SICAV), le numéro du registre de commerce fera foi ;</li></ul>
Modalités de souscription	Chaque souscripteur devra remettre un bulletin de souscription ferme et irrévocable à Wafa Bourse. Le bulletin devra préciser le type d'emprunt avec le nombre de titres demandés par emprunt. Chaque souscripteur sera servi à hauteur des titres demandés et dans la limite des titres disponibles et ce, sur la base du premier arrivé, premier servi. Il n'est pas institué de plancher ou de plafond de souscription au titre de l'emprunt d'obligataire B objet de la présente note d'information.
Méthodes d'allocation	Dans le cas où le montant des souscriptions recueillies excéderait le montant du programme d'émission, la priorité sera attribuée à la souscription la plus ancienne, la date et l'horaire de souscription faisant foi, soit la méthode du premier arrivé, premier servi.

Domiciliation	WAFABANK
Conseiller et coordinateur global	Wafa TRUST
Organisme chargé du placement	Wafa BOURSE
Date de souscription	Le 09 décembre 2002
Règlement des souscriptions	Le règlement des souscriptions se fera par transmission d'ordres de livraison contre paiement (LCP) par les dépositaires des souscripteurs auprès de Maroclear, à la date de jouissance. Les titres sont payables au comptant, en un seul versement.
Publication des résultats	Les résultats de l'opération feront l'objet d'un communiqué de presse au plus tard une semaine après la fin de la période de souscription.
Représentation des obligataires	En attendant la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire des obligataires qui devra intervenir dans le délai d'un an à compter de l'ouverture des souscriptions et au plus tard trente jours avant le premier amortissement, le conseil de Surveillance de Wafasalaf a procédé à la désignation d'un mandataire provisoire parmi les personnes habilitées à exercer les fonctions d'agent d'affaires en la qualité de M. Mohamed HDID.

---

## **G. FISCALITE DES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE**

### **REGIME FISCAL DES OBLIGATIONS**

Les personnes physiques ou morales désireuses de participer à la présente opération sont invitées à s'assurer auprès de leur conseiller fiscal de la fiscalité qui s'applique à leur cas particulier. En l'état actuel de la législation, le régime fiscal en vigueur, s'appliquant aux obligations, est le suivant :

#### **A) Revenus**

Les revenus de placement à revenu fixe sont soumis, selon le cas, à l'Impôt sur les Sociétés (IS) ou à l'Impôt Général sur le Revenu (IGR).

##### ***1. Personnes résidentes***

#### **Personnes soumises à l'IGR**

Les revenus de placement à revenu fixe sont soumis à L'IGR au taux de :

- 30% pour les bénéficiaires personnes physiques qui ne sont pas soumises à l'IGR selon le régime du bénéfice net réel (BNR) ou le régime du bénéfice net simplifié (BNS)
- 20% imputable sur la cotisation de l'IGR avec droit à restitution pour les bénéficiaires personnes morales et les personnes physiques soumises à l'IGR selon le régime du BNR ou du BNS. Lesdits bénéficiaires doivent décliner lors de l'encaissement desdits revenus :
  - le nom, prénom, adresse et le numéro de la CIN ou de la carte d'étranger ;
  - le numéro d'article d'imposition à l'IGR.

#### **Personnes soumises à l'IS**

Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à l'IS au taux de 20%. Dans ce cas, les bénéficiaires doivent décliner, lors de l'encaissement desdits produits :

- la raison sociale et l'adresse du siège social ou du principal établissement ;
- le numéro du registre du commerce et celui de l'article d'imposition à l'impôt des sociétés.

##### ***2. Personnes non résidentes***

Les revenus perçus par les personnes physiques ou morales non résidentes sont soumis à une retenue à la source au taux de 10%.

---

## **B) Plus-values**

### ***1. Personnes résidentes***

#### Personnes morales

Elles sont imposables sur les profits de cession d'obligations conformément aux dispositions prévues dans la loi 24-86 instituant un impôt sur les sociétés ou dans la loi 17-89 instituant un impôt général sur le revenu.

#### Personnes physiques

Conformément aux dispositions de l'article 94 de la loi 17-89 relative à l'impôt général sur le revenu (IGR), les profits nets de cession des obligations sont soumises à l'IGR au taux de 20%, par voie de retenue à la source.

Le fait générateur de l'impôt est constitué par la réalisation des opérations ci-après :

- la cession, à titre onéreux ou gratuit à l'exclusion de la donation entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs ;
- l'échange, considéré comme une double vente sauf en cas de fusion ;
- l'apport en société.

Selon les dispositions de l'article 92 (II) et 93 (II) de la loi 17-89 relative à l'IGR, sont exonérés de l'impôt :

- les profits ou la fraction des profits sur cession d'obligations correspondant au montant des cessions réalisées au cours d'une année civile, n'excédant pas le seuil de 20.000 DH ;
- la donation des obligations effectuée entre ascendants et descendants, entre époux et entre frères et sœurs.

Le profit net de cession est constitué par la différence entre :

- d'une part, le prix de cession diminué, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de cette cession, notamment les frais de courtage et de commission,
- et d'autre part, le prix d'acquisition majoré, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de ladite acquisition, tels que les frais de courtage et de commission.

Le prix de cession et d'acquisition s'entendent du capital du titre, exclusion faite des intérêts courus et non encore échus aux dates desdites cession et ou acquisition.

### ***2. Personnes non résidentes***

Les profits de cession d'obligations réalisés par des personnes non résidentes ne sont pas imposables.

---

# PRESENTATION GENERALE DE WAFASALAF

---

## **A. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL**

### **Dénomination sociale**

WAFASALAF

Siège social : 1 avenue Hassan II Casablanca

### **Numéros de téléphone et de télécopie**

Téléphone : 022 54 50 00

Fax : 022 29 49 63

Site web : [www.wafasalaf.ma](http://www.wafasalaf.ma)

### **Forme juridique**

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance régie par les lois en vigueur au Maroc et notamment par la Loi 17-95 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes ainsi que par le Dahir portant Loi n°1-93-147 du 15 moharrem 1414 (6 juillet 1993) relatif à l'exercice des établissements de crédit et de leur contrôle.

### **Date de constitution**

23 avril 1986

### **Durée de vie**

99 ans

### **Numéro du registre du commerce**

48 049

### **Exercice social**

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre

### **Objet social**

L'article 3 des statuts de Wafasalaf stipule que la société a pour objet :

- Toutes opérations de financement et de crédit à la consommation en vue de permettre ou de faciliter l'acquisition de tout objet, articles ou produits manufacturés, de tous matériels industriels, commerciaux ou agricoles, de tous véhicules automobiles et d'une manière générale de tous biens de consommation à

---

usage ménager, collectif, agricole, commercial ou industriel, de tous biens immobiliers, ainsi que tous services ;

- Toutes opérations de locations de véhicules personnels ou utilitaires, soit à longues durées, soit avec option d'achat ;
- La réception du public de fonds d'un terme supérieur à 2 ans.
- Toutes opérations d'achat ou de vente, d'importation, d'exportation, au comptant ou à terme, d'arbitrage, de prime, de report ou de déport sur marchandises ou sur titres ;
- La création, l'acquisition, la prise à bail et l'exploitation de tous immeubles, locaux, fonds de commerce, magasins ou ateliers nécessaires ou simplement utiles aux opérations sociales ;
- Plus généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement aux activités sus énoncées susceptibles de favoriser le développement de la société.

### **Capital social actuel**

111 746 900 DH au 30/09/2002

### **Documents juridiques**

Les documents juridiques relatifs à WAFASALAF, notamment les statuts, les procès-verbaux des Assemblées Générales, les rapports des commissaires aux comptes peuvent être consultés au siège de la société.

### **Assemblées Générales :**

- Le mode de convocation : les convocations aux Assemblées Générales sont faites par lettre recommandée adressée à chaque actionnaire quinze jours francs au moins avant la date de l'Assemblée ; toutefois, ce délai est réduit à huit jours sur deuxième convocation. L'avis de convocation doit mentionner la dénomination, la forme, le capital, le siège et le numéro d'immatriculation au registre de commerce de la société, ainsi que le texte des projets de résolutions.
- Les conditions d'admission : l'Assemblée Générale se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre de leurs actions.
- Les conditions d'exercice du droit de vote : chaque membre de l'Assemblée Générale a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

## B. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE WAFASALAF

### a. Renseignements à caractère général

Année	Augmentation de capital en numéraire (DH)	Actions créées	Nombre total d'actions	Capital social (DH)
1 986	100 000	1 000	1 000	100 000
1 988	9 900 000	99 000	100 000	10 000 000
1 990	30 000 000	300 000	400 000	40 000 000
1 992	40 000 000	400 000	800 000	80 000 000
1 995	20 000 000	200 000	1 000 000	100 000 000
1 999*	1 730 700	17 307	1 017 307	101 730 700
2 000*	635 400	6 354	1 023 661	102 366 100
2 001*	750 000	7 500	1 031 161	103 116 100
2 002	8 080 800	80 808	1 111 969	111 196 900
2 002*	550 000	5 500	1 117 469	111 746 900

N.B. : Le nominal de l'action est de 100 DH.

\* *Augmentations de capital en numéraire réalisées dans le cadre du programme de stock options de Wafasalaf.*

L'assemblée générale extraordinaire de Wafasalaf réunie le 15 juin 1995 a autorisé le conseil d'administration à consentir, au profit des cadres supérieurs de Wafasalaf, désignés par lui, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la société dans les conditions suivantes :

- Les bénéficiaires : les personnes appartenant à l'encadrement supérieur de Wafasalaf ;
- L'enveloppe : le montant total des options à attribuer donnera droit à la souscription d'un nombre d'actions nouvelles n'excédant pas 5% du capital social au terme du plan ;
- L'attribution s'étale sur cinq ans, soit de 1994 à 1998, tandis que la levée des options se déroule sur cinq autres années, soit de 1999 à 2003.
- A fin juin 2002, le nombre d'options levées est de 36 661. Il reste près de 10 000 options à lever en 2003 (une option donne droit à une action).

### b. Répartition du capital social au 31 juillet 2002

PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	Nombre de titres*	Nominal/Action (En DH)	Capital détenu (en DH)	% Capital détenu
Wafabank	730 543	100	73 054 300	65,37%
Sofinco	376 230	100	37 623 000	33,67%
Autres actionnaires	10 696	100	1 069 600	0,96%
<b>TOTAL</b>	<b>1 117 469</b>	<b>100</b>	<b>111 746 900</b>	<b>100%</b>

\*A chaque action détenue est rattaché un seul droit de vote.

Wafa Trust, conseiller de l'émetteur, est filiale à hauteur de 66% du Groupe Wafabank. WAFASALAF est filiale à hauteur de 65% du Groupe Wafabank.

Sofinco est une société de crédit à la consommation française, filiale du Crédit Agricole Indosuez. Son réseau est composé de 110 agences réparties dans toute la France, et de 2100 collaborateurs au service de plus de 9,5 millions de clients sur le territoire français, mais aussi en Italie avec Agos-Itafinco, au Maroc avec Wafasalaf, aux Pays-Bas avec Ribank, au Portugal avec Credibom, en Allemagne avec CreditPlus Bank AG, en Espagne avec Finconsum et en Hongrie avec Credigen.

#### Evolution de l'actionnariat de Wafasalaf au cours des 3 derniers exercices

	2002*		2001		2000	
	Nombre de titres	% Capital détenu	Nombre de titres	% Capital détenu	Nombre de titres	% Capital détenu
<b>Wafabank</b>	730 543	65,37%	673 438	65,3%	673 438	65,8%
<b>Sofinco</b>	376 230	33,67%	346 854	33,6%	346 854	33,9%
<b>Autres</b>	10 696	0,96%	10 869	1,1%	3 369	0,3%
<b>Total</b>	<b>1 117 469</b>	<b>100%</b>	<b>1 031 161</b>	<b>100,0%</b>	<b>1 023 661</b>	<b>100,0%</b>

\* à fin juillet 2002

#### c. Politique de distribution des dividendes

Wafasalaf a distribué des dividendes à hauteur de 50% de son résultat net en 1999, 2000 et 2001. En 2002, Wafasalaf envisage de distribuer un dividende exceptionnel de 134%. Pour les années futures, le taux de distribution de dividendes devrait se situer autour de 50%.

#### d. Marché des titres de Wafasalaf

Wafasalaf a émis des Bons de Sociétés de Financement, non cotés, dont l'encours au 30 juin 2002 s'est établie à 1 311 MDH.

Dans une optique de diversification de ses sources de financement, Wafasalaf a émis des obligations, non cotés à la Bourse des Valeurs, en juillet 2002 dont les principales caractéristiques sont résumées dans le tableau ci-dessous :

	Montant émission	Nombre de titres émis	Taux d'intérêt	Valeur nominale	Maturité	Date de jouissance	Remboursement des intérêts	Intérêts annuels
<b>Emprunt A</b>	200 MDH	2000	5.00%	100 000 DH	24 mois et 1 jour	15/07/02	Annuellement à la date anniversaire	10 MDH
<b>Emprunt B</b>	100 MDH	1000	5.50%	100 000 DH	36 mois	15/07/02	Annuellement à la date anniversaire	5.5 MDH

---

## **ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE DE L'EMETTEUR**

---

### **CONSEIL DE SURVEILLANCE**

		<b>Date de nomination</b>	<b>Date d'expiration du mandat</b>
<b>PRÉSIDENT</b>	M. Abdelhak BENNANI	Décembre 2000	Décembre 2006
<b>VICE-PRESIDENT</b>	Mustapha NAFAKH LAZRAQ	Décembre 2000	Décembre 2006
<b>MEMBRES DU CONSEIL</b>	M. Saâd KETTANI	Décembre 2000	Décembre 2006
	M. Az El Arab KETTANI	Décembre 2000	Décembre 2006
	Wafabank représentée par Mustapha NAFAKH LAZRAQ Directeur Général Wafabank	Décembre 2000	Décembre 2006
	Banque Sofinco représentée par M. Hubert De PELET Directeur Général Adjoint Sofinco France	Décembre 2000	Décembre 2006
	M. François PINCHON	Décembre 2000	Décembre 2006
	M. Guiral De RAFFIN	Décembre 2000	Décembre 2006
	M. Moncef ALAOUI	Décembre 2000	Décembre 2006
	M. Omar BOUNJOU	Décembre 2000	Décembre 2006

Les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance ne perçoivent en cette qualité aucune rémunération exceptée les jetons de présence.

### **DIRECTOIRE**

		<b>Date de nomination au Directoire</b>
<b>PRESIDENT</b>	M. Amine TOUIMI BENJELLOUN	Décembre 2000
<b>MEMBRE</b>	Mme Leila MAMOU - Directeur du Développement Commercial	Décembre 2000

---

# LE SECTEUR DU CREDIT A LA CONSOMMATION

---

## A. TAILLE DU MARCHE ET SEGMENTATION

Les sociétés de crédit à la consommation, ou sociétés de financement, sont régies par le Dahir portant Loi n°1-93-147 du 15 moharrem 1414 (6 juillet 1993) relatif à l'exercice des établissements de crédit et de leur contrôle au même titre que les établissements bancaires.

Toutefois, elles ne sont pas habilitées à recevoir du public des fonds à vue ou d'un terme inférieur ou égal à deux ans. Les sociétés de financement sont soumises aux mêmes règles prudentielles que celles appliquées au secteur bancaire et ce, dans une perspective de renforcement de leur solidité financière.

Avec une production de 4 372 MDH au 1<sup>er</sup> semestre 2002<sup>1</sup>, le marché marocain du crédit à la consommation se situe parmi les plus importants dans l'économie marocaine. La progression de la production au 30/06/02 est de 3.3% par rapport au 30/06/01<sup>2</sup>.

Historiquement, le marché du crédit à la consommation se décomposait en trois familles :

- Le crédit automobile (VAC) : il fut le premier à être commercialisé au Maroc. Ce produit a connu une croissance extraordinaire à partir de 1996, année de la commercialisation de la voiture économique (Fiat Uno) au Maroc. En effet, celle-ci bénéficiait d'une réglementation fiscale et douanière avantageuse d'où un prix de vente du véhicule très intéressant.
- Le crédit d'équipement des ménages (EDM) : second entrant sur le marché marocain, il présente un potentiel de développement important compte tenu du sous-équipement en électroménager des consommateurs marocains et à leur jeunesse. Le montant moyen de chaque dossier est d'environ 8 à 10 KDH sur deux ou trois ans ;
- Et le crédit personnel (PP) : est apparu à partir des années 1990 au Maroc. Ses caractéristiques (souplesse, liberté d'usage du crédit, disponibilité d'une trésorerie, ...etc) en font le produit le plus demandé sur le marché. Le financement moyen de chaque dossier est de l'ordre de 24 KDH sur trois ou quatre ans.

Depuis, les sociétés de crédit à la consommation ont diversifié leur catalogue en créant des sous-produits du prêt personnel orientés vers divers produits tels les crédits voyages, les crédits loisirs, les crédits pour acquisitions de micro ordinateurs, ...etc.

Actuellement, 26 sociétés de financement opèrent dans le secteur du crédit à la consommation (dont deux spécialisées dans le crédit immobilier). Parmi les plus importantes figurent : Crédit Eqdom, Wafasalaf, Sofac Crédit, Crédor, Diac Salaf, Attijari Cetelem, Salafin, ...etc.

---

<sup>1</sup> Source : APSF

<sup>2</sup> Production : volume de crédits octroyés sur une période donnée

## B. CARACTERISTIQUES DU SECTEUR

### • Réglementation

Le secteur du crédit à la consommation a connu une restructuration réglementaire avec la promulgation de la Loi bancaire du 6 juillet 1993 qui a institué un contexte de déspecialisation des sociétés de crédit et de diversification de leurs activités. Ces sociétés sont ainsi soumises aux mêmes conditions générales que les établissements de crédit, notamment en matière de normes prudentielles régissant l'activité de crédit sur le marché marocain.

### • Agrément

Les sociétés de crédit à la consommation doivent être dûment agréées par le Ministère des Finances après avis conforme du Comité des Etablissements de Crédit. Ces sociétés doivent respecter quelques critères dont celui du capital minimum de 5 millions de dirhams.

### • Règles de gestion

Les sociétés de crédit à la consommation sont tenues de respecter les règles prudentielles édictées par les Autorités Monétaires à savoir :

- Un coefficient de solvabilité (Fonds propres nets / Engagements) minimum de 8% ; pour cela, Wafasalaf effectue régulièrement des augmentations de capital afin de respecter ces critères prudentiels ;
- Un coefficient de division des risques (Engagements sur un même bénéficiaire / Fonds propres nets) maximum de 20% ;

Par ailleurs, les sociétés de financement peuvent émettre des BSF dans la limite de 40% de l'encours de leurs emplois sous forme de crédit à la clientèle.

### • Taux d'intérêt

Les sociétés de crédit à la consommation sont tenues de respecter les limites d'un taux maximum des intérêts conventionnels des établissements de crédit : le Taux Effectif Global ou TEG. Ce TEG a évolué à la baisse depuis son institution en avril 1997 :

Période	Taux Effectif Global
1 <sup>er</sup> avril 97 – 30 sept 97	20,42%
1 <sup>er</sup> oct 97 – 31 mars 98	19,64%
1 <sup>er</sup> avril 98 – 30 sept 98	19,57%
1 <sup>er</sup> oct 98 – 31 mars 99	17,83%
1 <sup>er</sup> avril 99 – 30 sept 99	17,83%
1 <sup>er</sup> oct 99 – 31 mars 00	15,63%
1 <sup>er</sup> avril 00 – 30 sept 00	15,76%
1 <sup>er</sup> oct 00 – 31 mars 01	15,46%
1 <sup>er</sup> avril 01 – 30 sept 01	15,46%
1 <sup>er</sup> oct 01 – 31 mars 02	15,44%
1 <sup>er</sup> avril 02 – 30 sept 02	15,14%
1 <sup>er</sup> oct 02 – 31 mars 03	14,70%

Source : Bank Al Maghrib

---

- **Clientèle des sociétés de crédit à la consommation**

La clientèle des sociétés de crédit à la consommation appartient à trois grands segments :

- Les salariés de la fonction publique, dont le bulletin de paie est édité par la Paierie Principale des Rémunérations (PPR, ex DRPP) ;
- Les salariés du secteur privé ;
- Les professions libérales.

Pour chacun de ces segments, la société de crédit à la consommation a développé une approche différente en terme de conditions d'acceptations, de gestion du risque, de remboursement et de recouvrement.

Dans le cas des fonctionnaires, de nouvelles procédures entre les sociétés de crédit à la consommation et la PPR ont été mises en place afin de limiter le risque de surendettement et d'impayé. Ainsi,

- la part inaccessibles du salaire des fonctionnaires est portée de 500DH à 1000DH (1500 DH si l'on prend en compte les allocations familiales),
- une convention reposant sur une procédure de consultation-réservation régit à présent les relations entre les deux parties. Cette procédure permet d'éviter tout cumul de dossiers de crédits et donc tout risque de surendettement.

Ainsi, la filière « prélèvement sur salaire » présente moins de risque en comparaison avec la filière « prélèvement bancaire » à qui appartient la plupart des salariés du secteur privé.

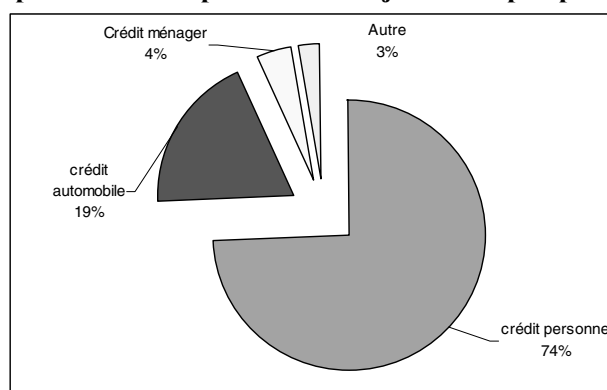
- **Intervenants du marché**

Sur les 26 intervenants du marché du crédit à la consommation, six sociétés se démarquent du lot et réalisent près de 70% de la production du secteur, et de 73% de l'encours. Il s'agit de : Wafasalaf, Crédit Eqdom , Diac Salaf, Sofac, Crédor et Acred. (*source : Wafasalaf, 2001*).

## C. PRODUCTION DU MARCHE

Au Maroc, le secteur du crédit à la consommation est dominé par la catégorie Prêt personnel ou Prêt non affecté qui représente 74% de la production totale du secteur au premier semestre 2002. Cela s'explique par la latitude laissée aux ménages quant à l'utilisation de ces fonds.

**Crédit à la consommation**  
**Répartition de la production en juin 2002 par produit**



Source : Wafasalaf

Le secteur a connu une évolution rapide de son activité : + 35,1% de croissance annuelle moyenne entre 1995 et 1998. Cela se justifie par l'amélioration de la qualité de vie des ménages marocains qui accèdent progressivement à une consommation de masse dans tous les secteurs. Par le passé, les consommateurs marocains souffraient d'un sous-équipement flagrant du fait notamment des prix excessifs de certains produits conjugué à un phénomène de bas salaires. Cette tendance s'est renversée grâce au libéralisme économique et social qu'a connu le Maroc pendant la dernière décennie.

Cette croissance rapide a été uniforme dans tous les segments du crédit à la consommation et a été favorisée par la sortie du Maroc des périodes de récession 1992, 1993 et 1995. L'évolution la plus importante a été celle du Prêt Personnel : 28% en moyenne annuelle depuis 1995.

Production (en MDH)	1996	1997	1998	1999	2000	2001	30/06/01	30/06/02
Prêt personnels	1 980	3 228	4 514	5 313	5 635	6 316	3045	3309
variation	15,0%	63,0%	39,8%	17,7%	6,1%	12,1%	-	8,7%

Source : Wafasalaf

Depuis 1999, le secteur du crédit à la consommation est entré dans une phase de restructuration globale entraînant une baisse de la production de -1.6% en 1999 et -3.1% en 2000. Cette baisse résulte d'une part de l'assainissement du réseau de revendeurs qui a entraîné la diminution des crédits d'équipement des ménages distribués et d'autre part de la dégradation du TEG qui a contraint les opérateurs du secteur à plus de sélectivité en matière de risque.

En 2001, le secteur a renoué avec la croissance, les réalisations globales ayant progressé de 3.8%. L'encours du marché du crédit à la consommation a atteint 18 335 MDH en 2001 contre 16 977 MDH en 2000, soit une croissance annuelle de 8.0%.

---

---

## ACTIVITE DE WAFASALAF

---

### A. HISTORIQUE

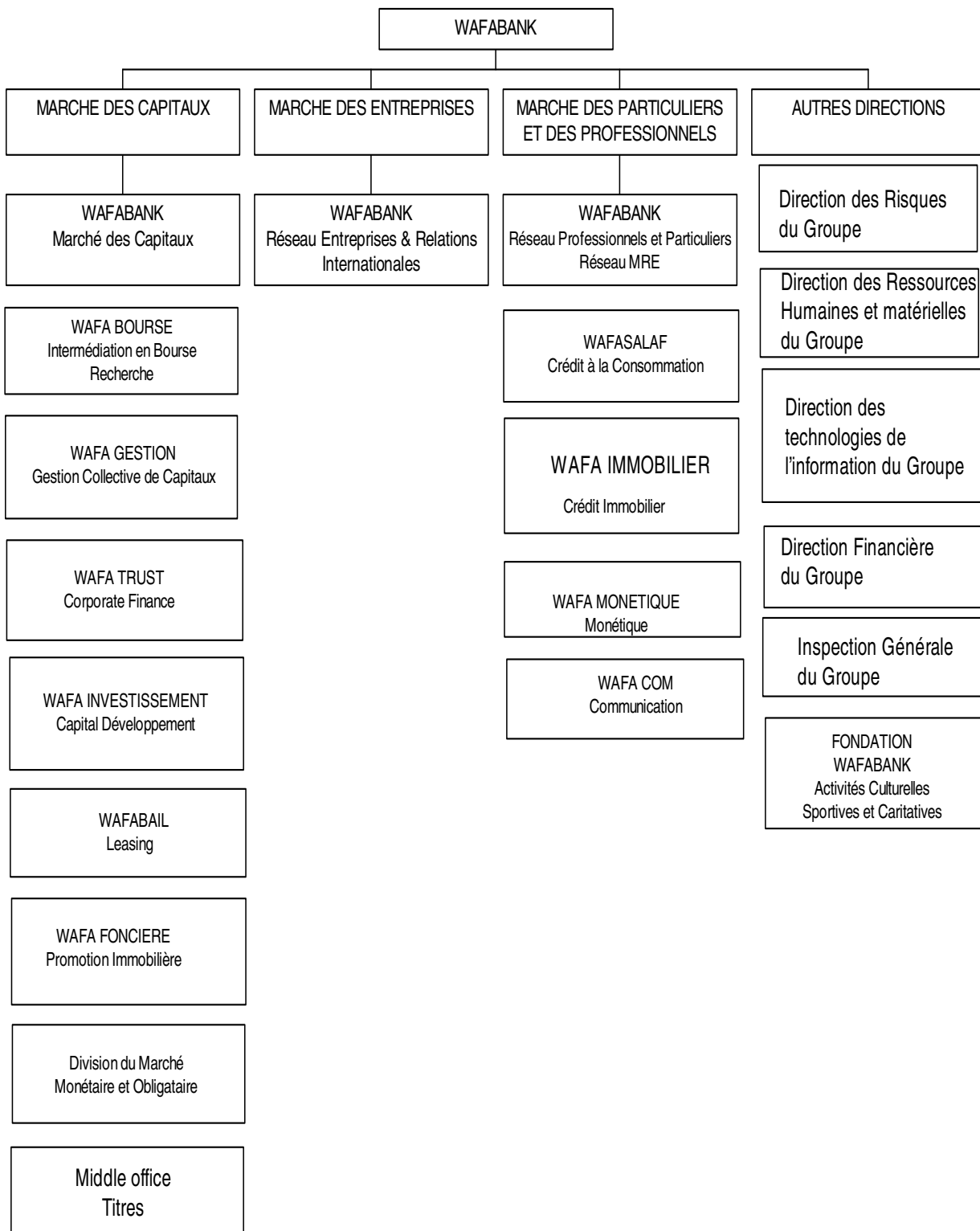
- Wafasalaf a été fondée en **1986** par Wafabank, troisième groupe bancaire privé<sup>3</sup> du Maroc et Sofinco, Groupe français de crédit à la consommation et filiale du Groupe Crédit Agricole Indosuez. Wafasalaf est devenue opérationnelle en **1988**.
- En **1989**, en lançant le prêt personnel, Wafasalaf est la première société de financement à diversifier son catalogue de produit en commercialisant des crédits non adossés à des biens durables (tels les véhicules automobiles ou l'équipement des ménages).
- Wafasalaf tente également l'expérience en **1990** du financement du matériel agricole mais compte tenu des difficultés des agriculteurs en cette période de sécheresse, ce segment s'est révélé non intéressant et Wafasalaf abandonna ce produit.
- En **1991**, les consommateurs marocains découvrent le crédit revolving, une fois encore sur l'initiative de Wafasalaf.
- En **1995**, Wafasalaf lance le crédit loisirs en partenariat avec des tours opérateurs ou des agences de voyages tels Eden Tours, etc.
- En **1996**, Wafasalaf signe un accord de partenariat avec Fiat suivi en 1997 par un accord avec successivement Sony et Whirlpool.
- En **2000**, Wafasalaf met en place une plate forme de télégestion permettant de fluidifier les opérations de gestion ainsi que le traitement des réclamations de la clientèle. Par ailleurs, Wafasalaf conclue de nouveaux partenariats d'une part dans le domaine de l'informatique et de l'ameublement visant à développer les prêts d'équipement des ménages et d'autre part avec Barid Al Maghrib afin de développer sa présence dans des régions non couvertes par son réseau propre.
- En **2001**, la gamme des financements automobiles de Wafasalaf a été enrichie par deux nouveaux produits, « Pakoto » qui est une offre globale conçue en synergie avec Wafa Assurance - incluant, en exclusivité sur le marché marocain, la mensualisation gratuite de l'assurance automobile et le financement de l'entretien - et « Leasoto », formule de location avec option d'achat qui cible davantage la montée en gamme de la clientèle des particuliers s'adressant à Wafasalaf pour le financement de leur voiture particulière. Par ailleurs, une nouvelle formule de recrutement de clientèle, le parrainage, a été lancée avec succès, capitalisant ainsi sur l'image de Wafasalaf auprès de ses clients.

---

<sup>3</sup> Source : GPBM

## B. RELATIONS INTRA GROUPE WAFABANK

WAFASALAF est filiale à hauteur de 65% du Groupe Wafabank dont l'organigramme est le suivant :



Wafasalaf entretient des relations avec des filiales du Groupe Wafabank. Ces relations permettent d'améliorer la productivité et la rentabilité de la société en exploitant les synergies existantes au niveau du Groupe Wafabank.

Les flux financiers nets (= somme encaissée – somme décaissée) entre Wafasalaf, Wafabank et les filiales de Wafabank au 30/06/02 se résument comme suit :

<b>En KDH</b>	<b>30/06/02</b>
WAFABANK	-1 083 253
Wafa MONETIQUE	-153
Wafa IMMOBILIER	-97 517
Wafa BAIL	40
Wafacom	150
Wafa ASSURANCES	3 768
<b>TOTAL</b>	<b>-1 176 965</b>

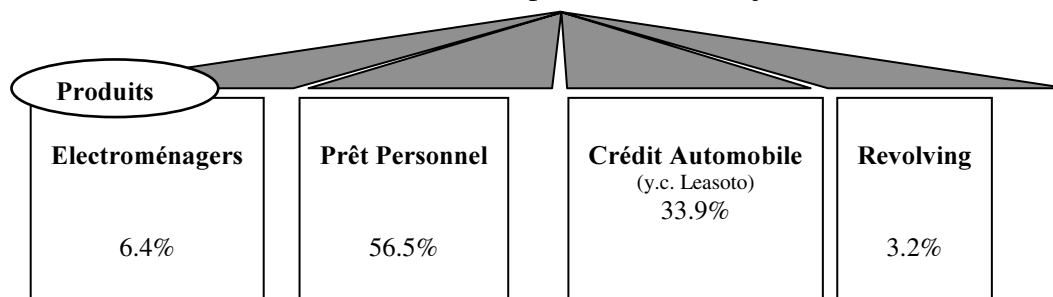
Wafasalaf a aussi des relations commerciales avec **Wafa Trust** et **Wafa Assurance** dans les domaines du conseil, de l'ingénierie financière et des couvertures de sinistres ; ainsi qu'avec les sociétés suivantes :

- **Wafamonétique** : Wafasalaf est en étroite collaboration avec Wafamonétique dans tous ses projets monétiques. La télé collecte de la carte Master Card Wafasalaf est par exemple assurée par Wafamonétique. Cette dernière se place également en tant que partenaire privilégié dans le projet de mise en place de nouvelles cartes privatives.
- **Wafa Systèmes Data** : Celle-ci est chargée par Wafasalaf de la mise sous pli et l'affranchissement du courrier de la société. Elle est également en charge de la téléphonie du siège en collaboration avec le département Nouvelle Technologie.
- **Wafa Systèmes Finance** : des échanges de fichiers s'opèrent entre cette filiale et Wafasalaf, dans le cadre d'un assainissement des informations de clients communs.
- **Wafabank, Direction des particuliers** : Cette direction sous-traite le montage des crédits express par la plate-forme Télémarketing de Wafasalaf.
- **Wafabank** : En concurrence avec d'autres établissements bancaires du Maroc, Wafabank délivre des prêts bancaires à sa filiale dans un cadre classique de relations « clients / fournisseurs ». Wafabank n'est de ce fait pas le seul et principal apporteur de fonds de Wafasalaf.

## C. ACTIVITE DE WAFASALAF

Le produit d'exploitation bancaire de Wafasalaf s'est élevé au 30 juin 2002 à près de 246 MDH. A cette date, la production de Wafasalaf a atteint 990 MDH dont 56.5% pour le segment Prêt Personnel et 33.9% pour le crédit automobile.

### Ventilation de la production de Wafasalaf par produit 100 % = 990 MDH (production au 30 juin 2002)



### Evolution de la production\* de Wafasalaf par produit comparé au secteur

Désignation	Equipement des Ménages	Prêt personnel et revolving	Crédit Automobile	Autres	TOTAL
<b>Année 1999</b>					
<b>Production du secteur</b>	<b>805</b>	<b>5 313</b>	<b>2 265</b>	<b>241</b>	<b>8 624</b>
Evolution 99/98	-50,3%	17,7%	11,5%	-59,8%	-1,6%
<b>Wafasalaf</b>	<b>222</b>	<b>1052</b>	<b>636</b>	<b>-</b>	<b>1 910</b>
Evolution 99/98	43,7%	18,1%	31,4%	-	24,9%
Durée moyenne**	<b>22,8</b>	<b>42,5</b>	<b>38,8</b>	<b>-</b>	<b>38,6</b>
<b>Année 2000</b>					
<b>Production du secteur</b>	<b>537</b>	<b>5 635</b>	<b>1 952</b>	<b>235</b>	<b>8 358</b>
Evolution 00/99	-33%	6%	-14%	-2,7%	-3,1%
<b>Wafasalaf</b>	<b>157</b>	<b>903</b>	<b>441</b>	<b>-</b>	<b>1 500</b>
Evolution 00/99	-29%	-14%	-31%	-	-21%
Durée moyenne**	<b>21,2</b>	<b>44,9</b>	<b>38,9</b>	<b>-</b>	<b>40,2</b>
<b>Année 2001</b>					
<b>Production du secteur</b>	<b>467</b>	<b>6 316</b>	<b>1 738</b>	<b>159</b>	<b>8 680</b>
Evolution 01/00	-13%	12 %	-11%	-32,3%	3,8%
<b>Wafasalaf</b>	<b>169</b>	<b>1 073</b>	<b>569</b>	<b>-</b>	<b>1 811</b>
Evolution 01/00	8%	19%	29%	-	20,7%
Durée moyenne**	<b>19,8</b>	<b>47,2</b>	<b>39,5</b>	<b>-</b>	<b>41,9</b>
<b>1<sup>er</sup> semestre 2001</b>					
<b>Production du secteur</b>	<b>329</b>	<b>3 045</b>	<b>838</b>	<b>21</b>	<b>4 232</b>
<b>Wafasalaf</b>	<b>88</b>	<b>468</b>	<b>286</b>	<b>-</b>	<b>842</b>
<b>1<sup>er</sup> semestre 2002</b>					
<b>Production du secteur</b>	<b>184</b>	<b>3 309</b>	<b>832</b>	<b>47</b>	<b>4 372</b>
Evolution 1 <sup>er</sup> sem. 02/01	- 44%	9%	- 0,7%	124%	3,3%
<b>Wafasalaf</b>	<b>63</b>	<b>591</b>	<b>336</b>	<b>-</b>	<b>990</b>
Evolution 1 <sup>er</sup> sem. 02/01	- 28%	26%	17%	-	17,6%
Durée moyenne**	<b>20,1</b>	<b>47,6</b>	<b>40,0</b>	<b>-</b>	<b>42,9</b>

\*Production en MDH

\*\*Durée moyenne en nombre de mois

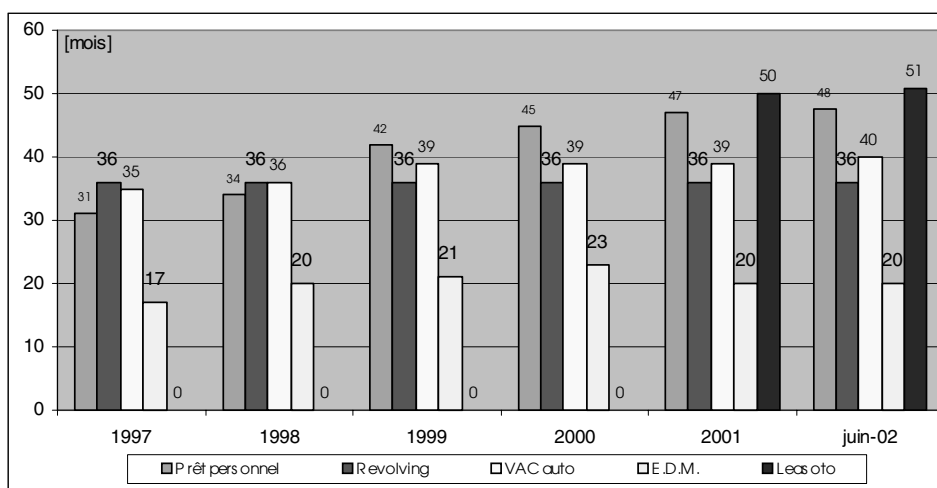
Source : Wafasalaf ; APSF

Confirmant sa position d'opérateur majeur du secteur, Wafasalaf a marqué au 30 juin 2002 une hausse de sa production de 18% par rapport au 30 juin 2001, largement soutenue par les bonnes performances des prêts personnels et des crédits automobiles, de respectivement 26% et 17%. Pour le segment Equipement des ménages, Wafasalaf affiche une baisse de 28% à juin 2002 par rapport à juin 2001.

Au niveau du secteur, on observe des tendances parallèles pour les segments Equipement des ménages, Prêt personnel et Automobile, avec respectivement - 44%, 9% et - 0.7% sur la période s'étalant de juin 2001 à juin 2002. Le secteur a vu sa production augmenter au 30 juin 2002 de 3.3% par rapport au 30 juin 2001 pour atteindre 4372 MDH.

La production de Wafasalaf a connu une progression importante depuis 1997 : + 15% de croissance annuelle moyenne jusqu'en 2001. Cette croissance a concerné également la durée moyenne de la production de chaque exercice, qui est passée de 32 mois à 43 mois entre 1997 et juin 2002.

### Wafasalaf Maturité des productions 1997 - juin 2002



*Source : Wafasalaf*

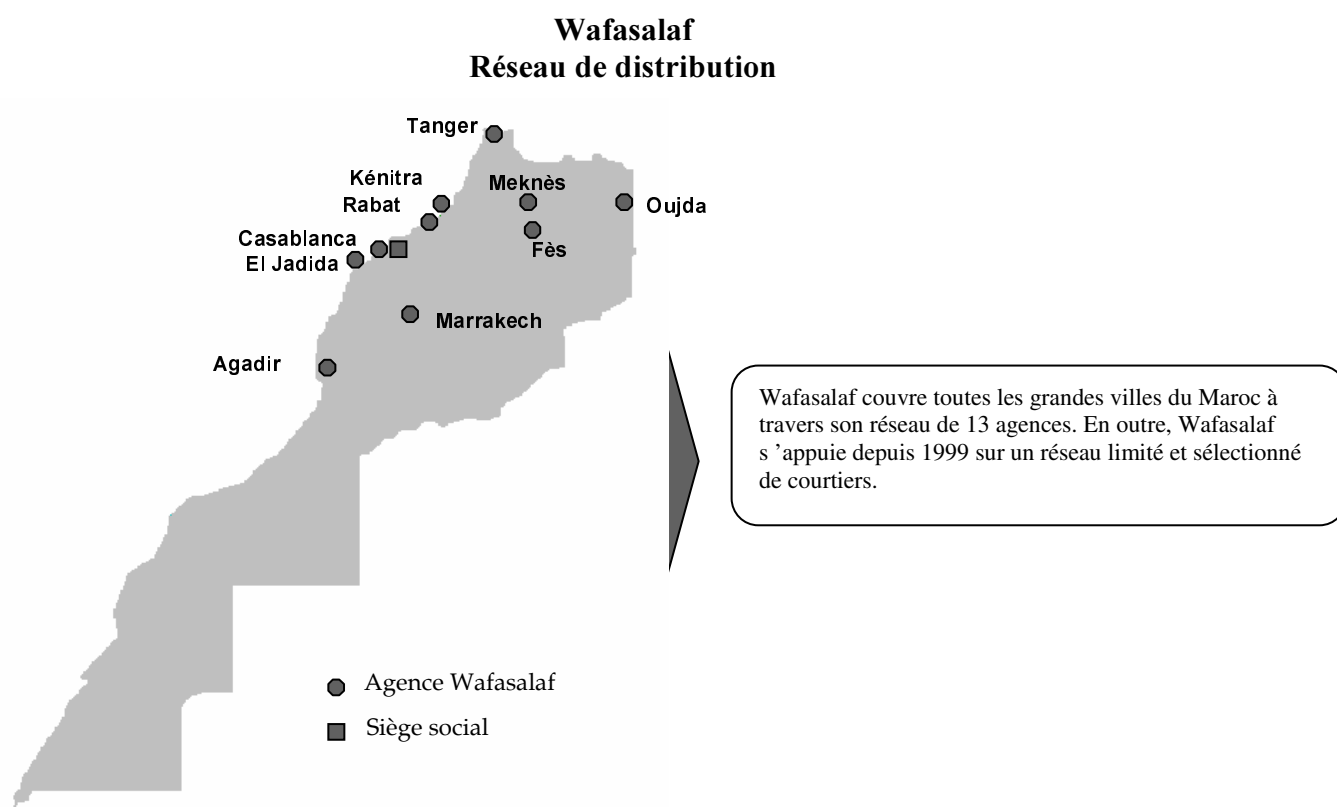
Dans un contexte de baisse des taux de sortie, Wafasalaf a volontairement encouragé la hausse des maturités de la production depuis 1999 et ce, dans un souci de préservation de sa rentabilité. Parallèlement, le marché (Prêt Personnel, Automobile et Equipement des Ménages) est demandeur de maturités plus longues afin de bénéficier de mensualités plus faibles. De par sa volonté, Wafasalaf est néanmoins contraint dans l'octroi de ses maturités, de maintenir un niveau de mensualité minimum.

## D. RESEAU DE DISTRIBUTION

Wafasalaf distribue ses produits par le biais de 3 canaux distincts : son réseau d'agences propre, Salaf Express et Barid Al Maghrib.

Le développement du réseau est primordial pour attirer la clientèle de prélèvement bancaire ciblée par Wafasalaf. En effet, le marché du crédit personnel est en pleine croissance et la proximité est un facteur déterminant. Par conséquent, Wafasalaf mène une politique active d'ouverture d'agences. Le réseau interne a contribué à hauteur de 88% à la production de Wafasalaf au terme du premier semestre 2002.

Quant au réseau externe composé de Barid Al Maghrib et de Salaf Express, celui-ci contribue également depuis 2000 aux réalisations de Wafasalaf en réalisant près de 12% de la production globale à fin juin 2002.

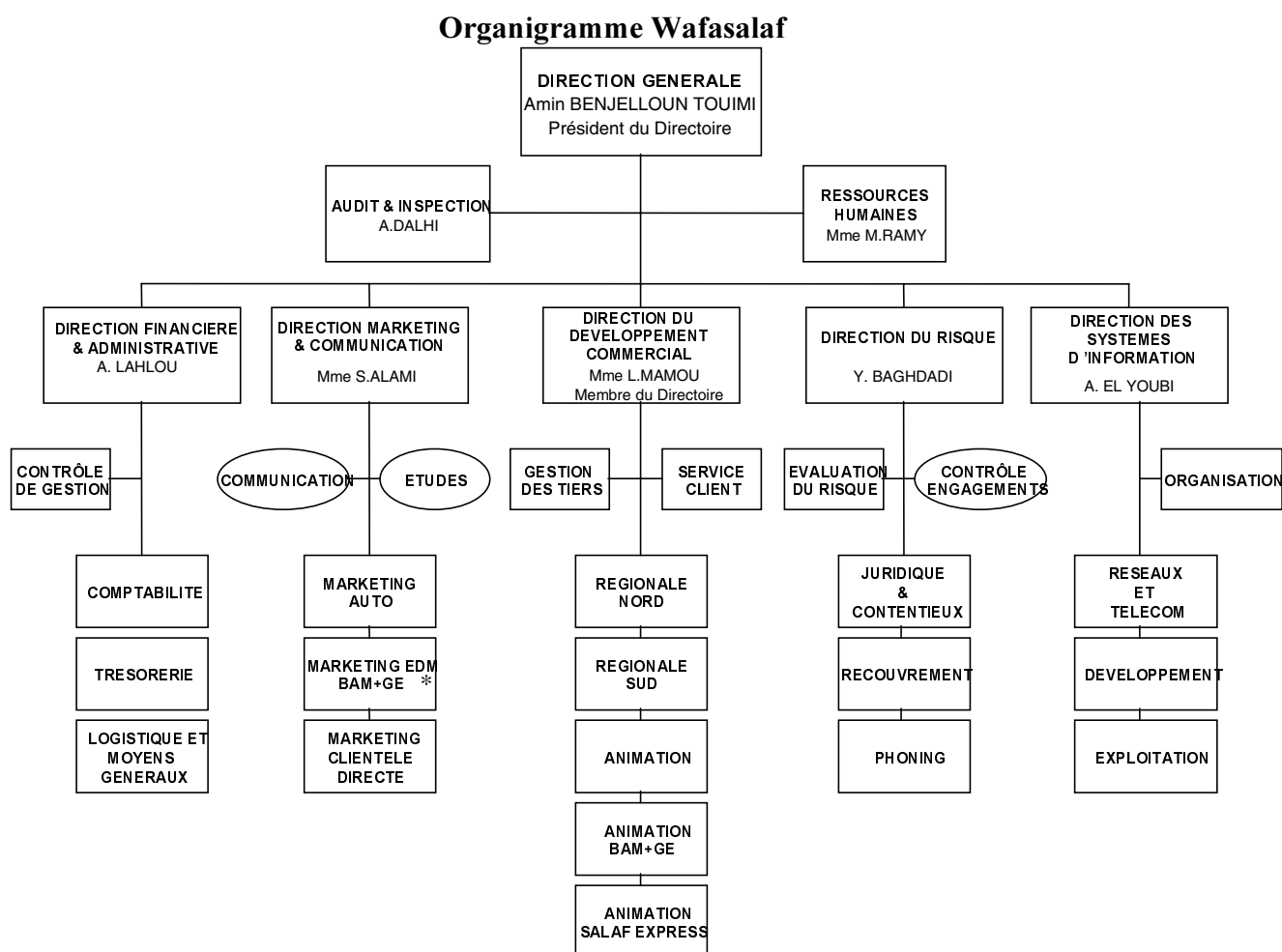


Wafasalaf dispose au 30 juin 2002 d'un réseau de partenaires commerciaux composé de 128 concessionnaires automobiles, 329 revendeurs de produits d'équipements des ménages et de 259 conventions signées avec les grandes entreprises.

## E. ORGANISATION

- ORGANIGRAMME DE WAFASALAF

La gestion de Wafasalaf est assurée par un comité de Direction composé de six membres. Ce comité, qui se réunit périodiquement, a pour objet de coordonner et de suivre l'exécution des plans d'actions découlant des orientations stratégiques arrêtées par le Conseil de Surveillance. Il est composé du Président du Directoire et des cadres de direction.



\*BAM : Barid Al Maghrib  
GE : Grande Entreprises

---

- **CURRICULUM VITAE DES DIRIGEANTS DE WAFASALAF**

**M. Amin BENJELLOUN TOUIMI** (45 ans) est titulaire d'un Doctorat de Statistiques de l'Université Pierre et Marie Curie (PARIS 6). A partir de 1985, il enseigna dans diverses universités parisiennes dont l'université Paris Dauphine dans laquelle il fut nommé Assistant Associé en 1987.

De retour au Maroc en 1990, il intégra le Groupe WAFABANK à travers la filiale WAFABAIL en qualité de Chargé de mission auprès de la Direction Générale.

De 1991 à 1996, il occupa plusieurs responsabilités au sein de WAFASALAF dont la Direction des Systèmes d'Information. Appelé au sein de la Banque fin 96, il prit en charge le Contrôle de Gestion à la Direction Financière du Groupe. Trois ans plus tard, il a été promu Secrétaire Général de WAFABANK. En novembre 2000, M. BENJELLOUN revient à WAFASALAF en qualité d'Administrateur Directeur Général ; il préside aujourd'hui le Directoire de WAFASALAF.

**Mme Leila MAMOU** (38 ans) a obtenu un DESS à l'IAE de Caen en 1987, option Gestion des Entreprises et Administrations Publiques après une maîtrise en Administration Economique et Sociale option Finances et Comptabilité obtenu en 1986 à la faculté d'Aix-Marseille. En 1989, Mme MAMOU est auditeur externe au sein du Cabinet Saba & Co. En 1990, elle intègre Wafasalaf en tant que chargée des opérations de gestion. Depuis, Mme MAMOU a occupé plusieurs fonction au sein de Wafasalaf : elle a été respectivement Responsable du Contrôle de Gestion et Directeur du Traitement du Risque. Depuis juin 1998, Mme MAMOU est Directeur du Développement commercial.

**M. Youssef BAGHDADI** (41 ans) : Diplômé en maîtrise d'Ingénierie en Informatique en 1987 à l'ISIAL, Université de Nancy, M. BAGHDADI revient au Maroc pour enseigner l'Informatique à l'EFET à Marrakech. En 1989, il est Responsable de la Division Informatique à l'établissement Autonome de Contrôle et de Coordination des Exportations (EACCE). Depuis 1991, M BAGHDADI est successivement Responsable du Département Informatique Central au sein de Wafasalaf.

M. BAGHDADI occupe actuellement le poste de Directeur du Traitement du Risque.

**M. Ali LAHLOU** (32 ans): Après une Maîtrise de Sciences de Gestion (M.S.G.) - option finance- de l'Université Paris I Panthéon Sorbonne (1992), il obtient l'année suivante un DESS Gestion Financière et fiscalité de l'Université Paris I Panthéon Sorbonne et un DESUP Gestion des Entreprises dans les Pays en Voie de Développement de l'Université Paris IX Dauphine. Dès son retour au Maroc, en mars 1994, il rejoint le Cabinet d'audit Arthur Andersen en qualité d'auditeur consultant. En 1996, il assure la fonction de Directeur Financier de la société PANTCO, filiale des groupes SOPAR et CORTEFIEL, spécialisée dans la confection de pantalons à l'export. Depuis novembre 2002, M. LAHLOU a intégré WAFASALAF comme Directeur Financier et des Affaires Administratives.

**M. A. EL YOUBI** (39 ans) est titulaire d'un diplôme d'Ingénieur d'état en Statistique et Informatique Appliqués obtenu en 1988, à l'institut agronomique et vétérinaire Hassan II de Rabat. En rentrant au Maroc, il a été Responsable informatique d'un office public (l'ORMVA d'OUARZAZATE) où il a passé trois années.

Recruté à WAFASALAF en 1991, il a assuré plusieurs fonctions au sein de la Direction des Systèmes d'Information. Il a notamment été responsable de la Micro informatique, du Département Réseaux et nouvelles technologies, puis de la maîtrise d'œuvre du

---

grand projet SALAF 2002 qui a concerné la refonte et la mise en place du nouveau système informatique de l'entreprise. Récemment, M. EL YUBI a été promu au poste de Directeur des Systèmes D'information.

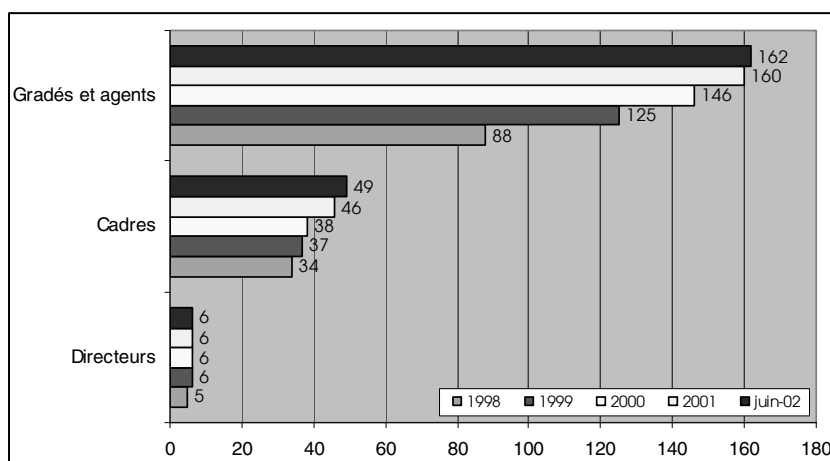
**Mme Soumia Alami (33 ans)** : titulaire d'un D.E.A. de Mathématiques appliquées de l'Université Paris Dauphine, elle a entamé son parcours professionnel en occupant pendant deux années la fonction de chargée d'études statistiques auprès de la Société GC Télématique, éditeur télématique grand public à Paris. En 1995, elle rejoint la Société Générale Marocaine de Banques à Casablanca pour y créer et développer le Département Marketing, puis elle occupe la fonction de responsable de l'animation commerciale du marché des entreprises, avant de prendre en charge le Département Marketing dédié au grand public et rattaché à la Direction Générale.

Mme Alami a intégré Wafasalaf en janvier 2000. Elle y a successivement occupé la fonction de Directeur Marketing et Circuit Court, puis celle de Directeur Marketing et Communication.

## F. RESSOURCES HUMAINES

Les ressources humaines de Wafasalaf ont augmenté en corrélation directe avec l'évolution de l'activité. De 1997 à juin 2002, le personnel de Wafasalaf a évolué de 18% en moyenne annuelle passant d'un effectif total de 101 à 217 personnes :

**Wafasalaf**  
**Evolution du personnel de 1998 à juin 2002**

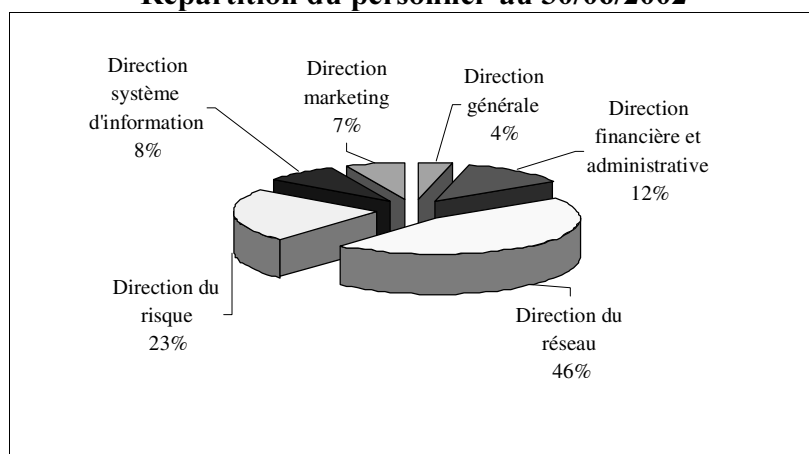


Source : Wafasalaf

Le taux d'encadrement (total cadres / total salariés) de Wafasalaf est de 25% en juin 2002. Il était de 31% en 1998 et 33% en 1997. Cette baisse du taux d'encadrement se justifie par l'embauche de personnel commercial destiné au réseau.

La direction du réseau regroupe la plus importante part de l'effectif global car elle regroupe également l'effectif des 13 agences de Wafasalaf.

**Répartition du personnel au 30/06/2002**



Source : Wafasalaf

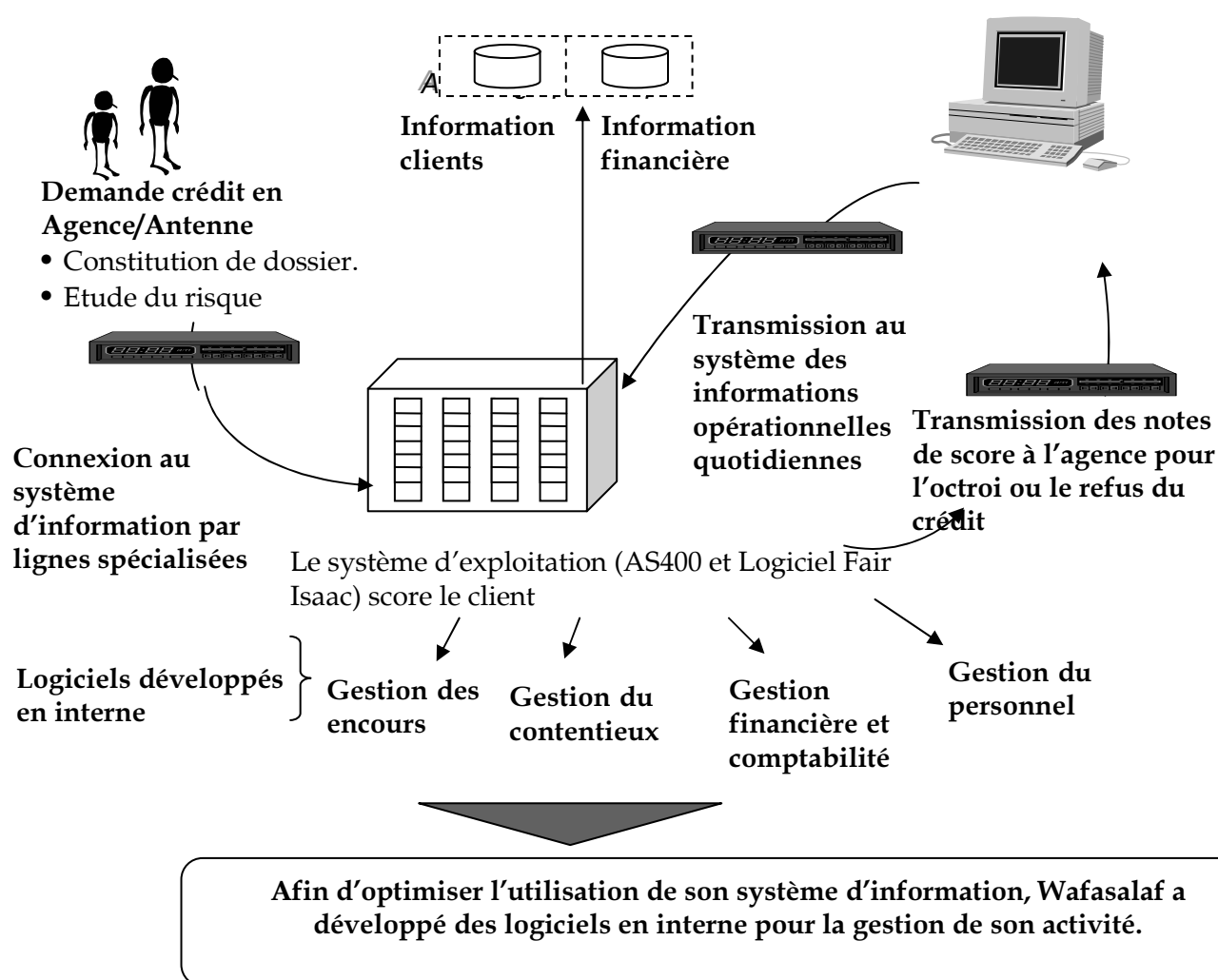
Pour le premier semestre 2002, le taux de réalisations (production) par salarié est de 4.6 MDH contre 4.2 MDH en juin 2001, soit une augmentation de la productivité de 10% sur cette période. Ainsi, les résultats semestriels sont en phase avec les prévisions de croissance du management de Wafasalaf.

## G. RESSOURCES MATERIELLES

Wafasalaf dispose d'un système d'information qui intègre le processus décisionnel (montage et prise de décision) et la gestion des prêts.

En effet, celui-ci permet la constitution d'une base de données stratégique et une gestion administrative efficace. C'est pour cela que Wafasalaf y a investi les ressources humaines et financières nécessaires.

Le développement de grilles de score spécifiques (développé sur un historique de Wafasalaf) et la décentralisation de la prise de décision permettent une étude rapide et efficace des demandes de prêts.



Source: Wafasalaf

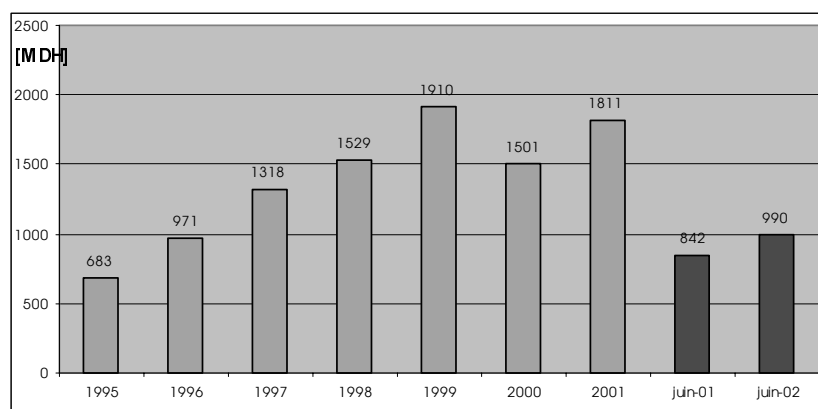
Les investissements de Wafasalaf visent en priorité l'amélioration des systèmes d'informations (hardware et software) et le lancement et l'exploitation de nouvelles agences.

## H. POSITIONNEMENT DE WAFASALAF

### a. Production

Malgré un marché marocain dominé par les récessions économiques de 1992, 1993 et 1995, Wafasalaf a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 25% sur la période 1996-1999. En 2000, la production a baissé de 21% pour renouer avec une croissance de 21% en 2001. En juin 2002, la production de Wafasalaf a augmenté de 18% par rapport à juin 2001.

**Wafasalaf**  
**Evolution de la production 1995-juin 2002**



Source: Wafasalaf

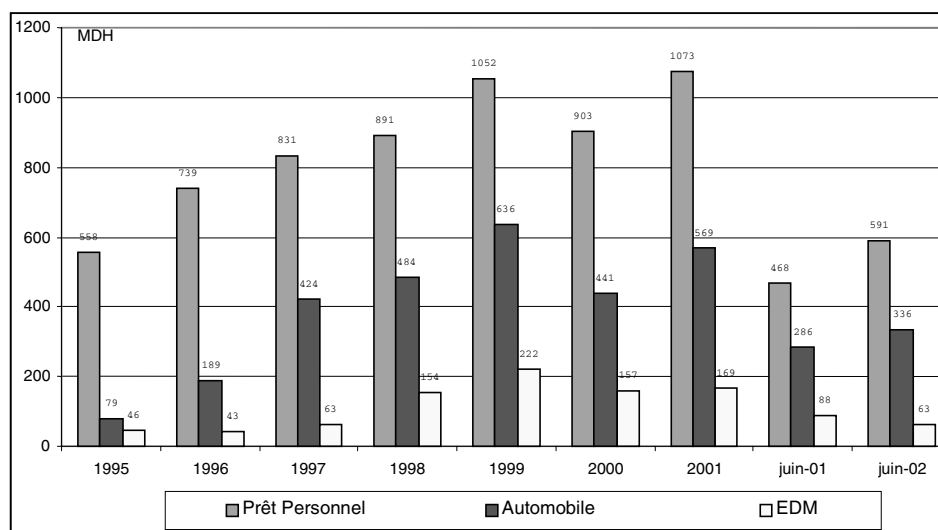
Le retournement de croissance enregistré par Wafasalaf en 2000 s'inscrit dans une restructuration globale du secteur du crédit à la consommation qui a connu une baisse de la production de -1.6% en 1999 et -3.1% en 2000. Cette baisse résulte d'une part de l'assainissement du réseau de revendeurs qui a entraîné la diminution des crédits d'équipement des ménages distribués et d'autre part de la dégradation du TEG qui a contraint les opérateurs du secteur à plus de sélectivité en matière de risque.

L'évolution de la production de Wafasalaf depuis 1996 n'a pas été homogène pour toutes les catégories de produits. De 1996 à 1999, la croissance annuelle moyenne des crédits automobile s'est établie à 77.3% contre 57.1% pour l'équipement des ménages et 17.5% pour les prêts personnels.

La performance du produit Automobile se justifie notamment par la signature d'un contrat de partenariat entre Wafasalaf et Fiat, leader du marché automobile au Maroc depuis 1997. Fiat a été à l'origine de la voiture économique, la Fiat Uno, qui a connu le plus important succès dans ce secteur auprès des consommateurs marocains ces dernières années (source : AMICA, circulaire 59/99). Il est à noter qu'en 2002, 20% de la production automobile, en valeur, provient des ventes Fiat contre 30% en 2001.

Après une baisse de 28% enregistrée par Wafasalaf à fin juin 2002 sur les Prêts Equipement des Ménages, l'Automobile et le Prêt Personnel ont enregistré une progression de respectivement 17% et 26% en juin 2002 par rapport à juin 2001.

**Wafasalaf**  
**Evolution de la production 1995 - juin 2002 par catégorie (en MDH)**

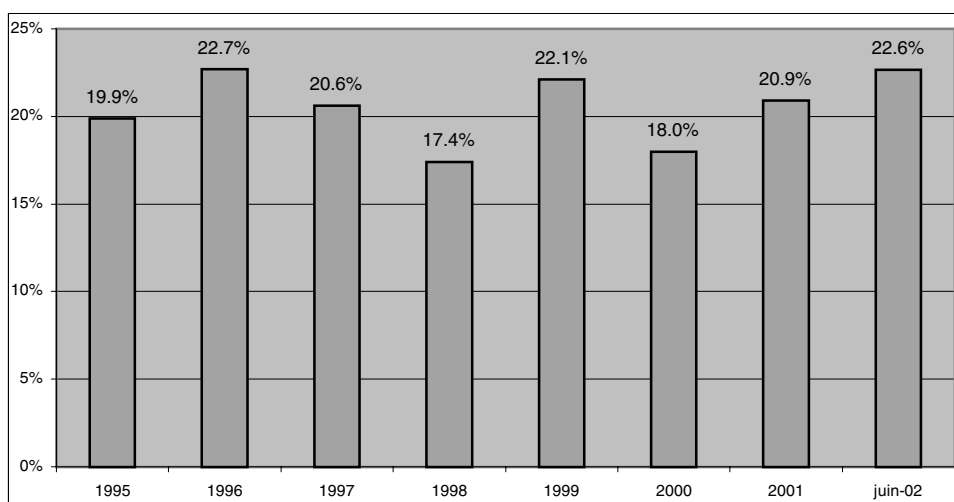


*Source : Wafasalaf*

La croissance de la production jusqu'en 2000 a fortement influencé la part de marché de Wafasalaf qui passe de 19,9% en 1995 à 22,1% en décembre 1999.

En 2000, la part de marché de Wafasalaf est ramenée à 18,0% mais renoue avec la croissance dès 2001 pour s'établir à 20,9%. A fin juin 2002, Wafasalaf affiche une progression de sa part de marché à 22,6% grâce à un bond de l'activité de la société, en augmentation de 8% par rapport au 31 décembre 2001, ce qui la classe parmi les opérateurs leaders du secteur.

**Wafasalaf**  
**Evolution de la part de marché production 1995 - juin 2002**



*Source : Wafasalaf ; APSF*

## b. Encours

L'encours brut de Wafasalaf s'est établi à 3 444 MDH au premier semestre 2002 contre 3 103 MDH à fin juin 2001, soit une hausse de près de 11%, due à une bonne progression des activités Prêt Personnel et crédit automobile.

L'encours sain de Wafasalaf est dominé, à l'instar de la production, par la catégorie Prêt Personnel qui représente 60% de l'encours au 30 juin 2002.

Même si la part du Prêt personnel dans la production a baissé (de 63% en 1997 à 60% en juin 2002), celle ci demeure prépondérante dans l'encours de Wafasalaf. Cette baisse s'explique par la montée en puissance du crédit automobile dans la production de Wafasalaf.

### Ventilation des créances sur la clientèle suivant la durée résiduelle au 30 juin 2002

En KDH	D<6 mois	6 mois <D> 1 an	1 an <D> 2 ans	D> 2 ans	Total
Créances sur la clientèle nettes*	613 013	527 053	955 086	952 397	3 047 549

*Source : Wafasalaf*

\* nettes de provisions

La ventilation des créances est la suivante : 20% ont une durée résiduelle de moins de 6 mois, 17% entre 6 mois et un an, 31.5% entre un an et deux ans et 31.5% à plus de deux ans. Cela signifie que quasiment 63% des créances de Wafasalaf ont une durée résiduelle supérieure à un an.

# SITUATION FINANCIERE ET ECONOMIQUE DE WAFASALAF AU 31/12/01

La situation des comptes au 31/12/1999 a été retraitée par Wafasalaf et validée par les commissaires aux comptes suivant les nouvelles dispositions du PCEC afin de permettre la comparaison.

## A. COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

### Présentation de l'ESG simplifié 1999 - 2001

**TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS**

En MDH

	1999	2000	2001	Variation 2000/2001
Intérêts et produits assimilés	419,82	433,34	415,50	-4,1%
Intérêts et charges assimilées	175,19	184,84	184,69	-0,1%
<b>Marge d'intérêt</b>	<b>244,63</b>	<b>248,50</b>	<b>230,82</b>	<b>-7,1%</b>
Produit des immobilisations en crédit-bail et en location	0,00	0,00	6,97	
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	0,00	0,00	2,02	
<b>Résultat des opérations de crédit-bail et de location</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4,96</b>	
Commissions perçues	5,93	4,04	4,26	5%
Commission servies	2,72	7,09	3,21	-55%
<b>Marges sur commissions</b>	<b>3,21</b>	<b>-3,05</b>	<b>1,05</b>	<b>-134%</b>
Divers autres produits bancaires	0,00	0,00	0,00	
Diverses autres charges bancaires	1,18	1,48	1,40	-5,1%
<b>PRODUITS NET BANCAIRE</b>	<b>246,66</b>	<b>243,97</b>	<b>235,42</b>	<b>-3,5%</b>
Résultat des opérations sur immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,0%
Autres produits d'exploitation non bancaire	7,20	5,94	7,12	19,8%
Autres charges d'exploitation non bancaire	0,00	0,00	0,00	0,0%
Charges générales d'exploitation	82,46	83,35	89,77	7,7%
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>171,40</b>	<b>166,56</b>	<b>152,77</b>	<b>-8,3%</b>
Dotation nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	79,88	99,87	71,37	-29%
Autres dotations nettes des reprises aux provisions	0,00	0,00	0,00	-
<b>RÉSULTAT COURANT</b>	<b>91,52</b>	<b>66,69</b>	<b>81,40</b>	<b>22%</b>
<b>RÉSULTAT NON COURANT</b>	<b>1,09</b>	<b>0,91</b>	<b>1,20</b>	<b>31%</b>
Impôts sur les résultats	36,38	27,32	33,29	22%
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>56,24</b>	<b>40,28</b>	<b>49,31</b>	<b>22%</b>

### Produit Net Bancaire

Comme nous pouvons le constater, la marge d'intérêt de Wafasalaf a diminué de 7.1% entre 2000 et 2001. Cette baisse résulte directement de la dégradation du TEG depuis 1999 entraînant la diminution des produits d'intérêt de 4% en 2001.

Le rendement moyen des crédits de Wafasalaf est donc passé de 16.2% en 2000 à 14.7% en 2001, en partie compensé par l'amélioration du coût moyen de refinancement qui est réduit de 7.8% en 2000 à 7.2% en 2001.

Notons en effet que malgré l'augmentation de l'endettement de près de 13%, les charges d'intérêts de Wafasalaf ont quasiment stagné en 2001.

Le lancement de « Leasoto », formule de location automobile avec option d'achat, a permis à Wafasalaf de réaliser en 2001 un résultat des opérations de crédit-bail et de location de 5 MDH.

Le Produit net bancaire de Wafasalaf, constitué à hauteur de 98% par la marge d'intérêt, s'établit donc à 235 MDH en baisse de 3.5% par rapport à 2000.

### **Résultat brut d'exploitation**

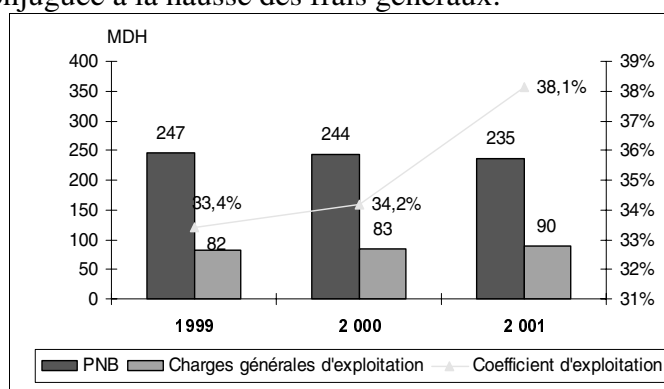
Les produits d'exploitation non bancaire, composés essentiellement de produits accessoires ont enregistré une progression de 19.8% entre 2000 et 2001 pour s'établir à 7.1 MDH. Les produits accessoires regroupent notamment les indemnités de recouvrement, les intérêts de retard et les indemnités de remboursement par anticipation.

Les charges d'exploitation de Wafasalaf ont progressé de 7.7% en 2001 tirées à la hausse par les frais de personnel qui ont augmenté de 8.7% suite au renforcement des effectifs, notamment au niveau du réseau et de la direction du risque.

Par ailleurs, la volonté de Wafasalaf de maîtriser les frais généraux a permis de limiter la croissance des charges externes à 4.5% en 2001.

Enfin, les dotations aux amortissements de Wafasalaf ont augmenté de 10% entre 2000 et 2001 en raison du renouvellement d'une partie du matériel informatique et à l'acquisition de nouveaux logiciels.

Le coefficient d'exploitation (charge générale d'exploitation /PNB) de Wafasalaf s'est établi à 38% en 2001 contre 34% en 2000, cette dégradation étant le résultat de la baisse du PNB conjuguée à la hausse des frais généraux.



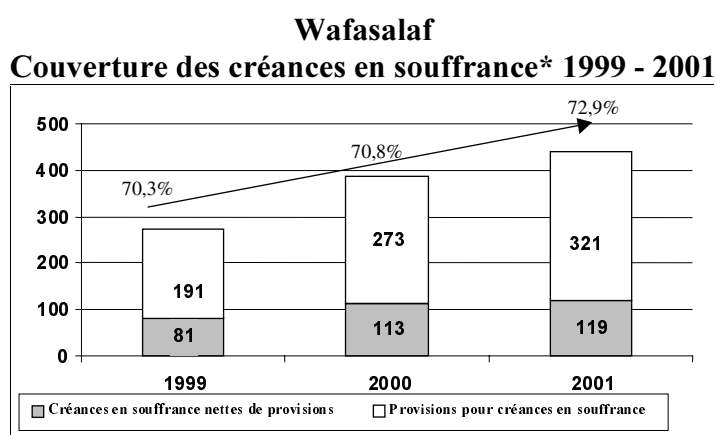
Source: Wafasalaf

Le résultat brut d'exploitation de Wafasalaf s'est donc élevé à 153 MDH au terme de l'exercice 2001, en baisse de 8.3% par rapport à 2000.

## Les dotations aux provisions

Les dotations aux provisions ont augmenté entre 1997 et 1999 de 40,9% en moyenne annuelle et de 25% en 2000. En effet, les nouvelles procédures mises en place entre la Paierie Principale des Rémunérations (ex-DRPP) et les sociétés de crédits à la consommation ainsi que les mesures prises à l'encontre des fonctionnaires du corps de l'armée qui ne sont autorisés à souscrire à un prêt qu'après accord de leur supérieur hiérarchique ont provoqué la contraction de la part des fonctionnaires dans la production au profit d'une clientèle issue de la filière « salariés du secteur privé ». D'où la progression de la charge du risque et du taux de provisionnement en croissance de 1997 à 2000.

Wafasalaf a constitué en 2001 une dotation nette des reprises aux provisions pour créances en souffrance de 71 MDH en baisse de 29% par rapport à 2000, le stock de provisions ainsi cumulé passant de 191 MDH 1999 à 321 MDH en 2001.



*Source : Wafasalaf*

*\*Les pourcentages sont relatifs au taux de provisionnement*

## Résultat non courant

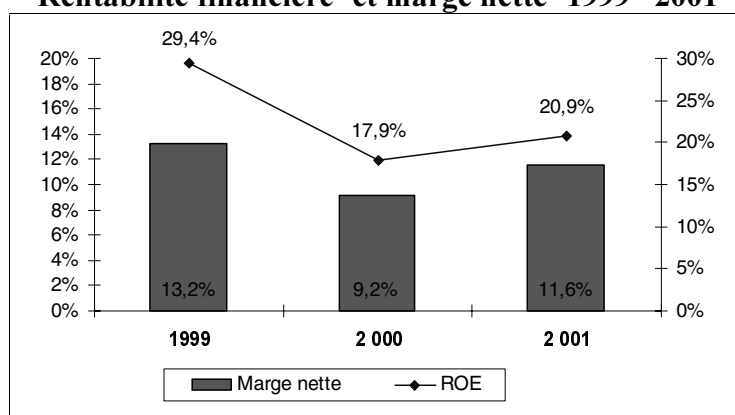
Au terme de l'exercice 2001, Wafasalaf a publié un résultat non courant de 1.2 MDH en hausse de 31% par rapport à 2000. En effet les produits non courant ont augmenté de 37% à 1.3 MDH suite à des reprises de provisions effectuées lors de l'assainissement de la comptabilité.

## Résultat net

Malgré la baisse continue du TEG, le résultat de Wafasalaf s'est élevé à 49MDH en 2001, en hausse de 22% par rapport à 2000 notamment grâce à une meilleure maîtrise de la charge du risque.

La marge nette de Wafasalaf est en hausse, passant de 9.21% à 11.55% entre 2000 et 2001. La rentabilité financière de Wafasalaf est également en amélioration : en effet, celle-ci est de 20.9% en 2001 contre 17.9% en 2000.

**Wafasalaf**  
**Rentabilité financière<sup>4</sup> et marge nette<sup>5</sup> 1999 –2001**



Source : Wafasalaf

## B. BILAN

### Structure de l'actif

ACTIF	En KDH	31/12/99 (1)	31/12/00	31/12/01	Variation 00/01
<b>Valeurs en caisse, Banque centrales, Trésor public, Service des chèques postaux</b>		<b>1 605</b>	<b>2 362</b>	<b>46 283</b>	<b>1859,7%</b>
<b>Créance sur les établissements de crédit et assimilés</b>		<b>48 832</b>	<b>75 062</b>	<b>27 542</b>	<b>-63,3%</b>
. A vue		11 107	3 669	2 704	-26,3%
. A terme		37 724	71 393	24 838	
<b>Créances sur la clientèle</b>		<b>2 680 707</b>	<b>2 666 208</b>	<b>2 970 666</b>	<b>11,4%</b>
. Crédits de trésorerie et à la consommation		2 590 922	2 540 547	2 894 904	13,9%
. Crédits à l'équipement		0	0	0	
. Crédits immobiliers		14 671	17 860	18 909	5,9%
. Autres crédits (créances déclassées nettes)		75 114	107 801	56 852	-47,3%
<b>Autres actifs</b>		<b>41 259</b>	<b>45 998</b>	<b>32 356</b>	<b>-29,7%</b>
<b>Titres de participation et emplois assimilés</b>		<b>151</b>	<b>151</b>	<b>151</b>	<b>0,0%</b>
<b>10. Immobilisations données en crédit-bail et en location</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>37 087</b>	<b>-</b>
<b>11. Immobilisations incorporelles</b>		<b>2 824</b>	<b>8 673</b>	<b>34 997</b>	<b>303,5%</b>
<b>12. Immobilisations corporelles</b>		<b>32 076</b>	<b>31 898</b>	<b>33 034</b>	<b>3,6%</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>2 807 453</b>	<b>2 830 352</b>	<b>3 182 116</b>	<b>12,4%</b>

(1) : Chiffres retraités à titre comparatif

A l'instar de l'ensemble des sociétés de crédit à la consommation, l'actif de Wafasalaf est essentiellement constitué des créances sur la clientèle soit 93.4%. Cet encours net de provisions s'est établi à 2 971 MDH en 2001 contre 2 666 MDH en 2000 enregistrant ainsi une progression de 11.4%.

<sup>4</sup> Rentabilité financière en n = résultat net en n / (capitaux propres moyen après répartition n et n-1).

<sup>5</sup> Marge nette en n = résultat net en n / Produit d'exploitation bancaire en n.

Avant provisions pour créances en souffrance, l'encours de Wafasalaf est de 3 292 MDH en 2001, en hausse de 12% par rapport à 2000.

### Autres éléments de l'actif

Les créances sur les établissements de crédits sont constituées essentiellement des créances des grandes entreprises conventionnées avec Wafasalaf pour l'octroi d'un crédit à la consommation pour le personnel.

Entre 2000 et 2001, les créances sur les établissements de crédits et assimilés sont passés de 75 MDH à 28 MDH. Cette variation est liée à deux éléments :

- A partir de 2001, ces créances ont été reclassées parmi les créances impayées dès que le retard de paiement dépasse 30 jours.
- Une mission d'assainissement des créances sur les grandes entreprises a été réalisée en 2001, permettant de réduire le montant des créances sur ce type de clientèle.

Les immobilisations données en crédit-bail et en location de 37 MDH en 2001 correspondent au lancement du produit « Leasoto » formule de location automobile avec option d'achat.

### Structure du passif

PASSIF	En KDH	31/12/99 (1)	31/12/00	31/12/01	Variation 00/01
<b>Dettes envers les établissements de crédit et assimilés</b>		<b>1 228 555</b>	<b>1 263 903</b>	<b>1 654 488</b>	<b>30,9%</b>
. A vue		207 622	216 929	554 815	155,8%
. A terme		1 020 933	1 046 974	1 099 673	5,0%
<b>Dépôts sur la clientèle</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>149</b>	
<b>Titres de créance émis</b>		<b>1 165 208</b>	<b>1 211 246</b>	<b>1 140 874</b>	<b>-5,8%</b>
. Titres de créance négociables		1 158 857	1 204 224	1 133 115	-5,9%
. Autres titres de créances émis		6 351	7 022	7 758	10,5%
<b>Autres passifs</b>		<b>165 968</b>	<b>93 871</b>	<b>95 042</b>	<b>1,2%</b>
<b>Provisions réglementées</b>		<b>5 669</b>	<b>5 669</b>	<b>5 669</b>	<b>0,0%</b>
<b>Réserves et primes liées au capital</b>		<b>54 079</b>	<b>85 551</b>	<b>115 964</b>	<b>35,5%</b>
<b>Capital</b>		<b>101 731</b>	<b>102 366</b>	<b>103 116</b>	<b>0,7%</b>
<b>Report à nouveau (+/-)</b>		<b>30 001</b>	<b>27 467</b>	<b>17 506</b>	<b>-36,3%</b>
<b>Résultats net de l'exercice (+/-)</b>		<b>56 243</b>	<b>40 279</b>	<b>49 308</b>	<b>22,4%</b>
<b>Total du Passif</b>		<b>2 807 453</b>	<b>2 830 352</b>	<b>3 182 116</b>	<b>12,4%</b>

Les dettes et les fonds propres représentent respectivement 88% et 9% du passif de Wafasalaf en 2001.

### Wafasalaf Ventilation des dettes financières

	1999 Structure	2000 Structure	2001 Structure
<b>Dettes envers les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>1 228,55 51,3%</b>	<b>1 263,90 51,1%</b>	<b>1 654,49 59,2%</b>
. A vue	207,62 8,7%	216,93 8,8%	<b>554,82 19,8%</b>
. A terme	1 020,93 42,6%	1 046,97 42,3%	<b>1 099,67 39,3%</b>
<b>Titres de créance émis</b>	<b>1 165,21 48,7%</b>	<b>1 211,25 48,9%</b>	<b>1 140,87 40,8%</b>
. Titres de créance négociables	1 158,86 48,4%	1 204,22 48,7%	<b>1 133,12 40,5%</b>
. Emprunts obligataires	0,00 0,0%	0,00 0,0%	<b>0,00 0,0%</b>
. Autres titres de créances émis	6,35 0,3%	7,02 0,3%	<b>7,76 0,3%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 393,76 100,0%</b>	<b>2 475,15 100,0%</b>	<b>2 795,36 100,0%</b>

**Les dettes envers les établissements de crédits et assimilés** ont augmenté de 31% en 2001 passant de 1 264 MDH à 1 655 MDH suite à une augmentation des dettes à vue qui ont été portées de 217 MDH en 2000 à 555 MDH en 2001. Celles-ci ont représenté 20% de l'endettement global en 2001 contre 9% en 2000.

Quant aux dettes à terme vis à vis des établissements de crédit, elles se sont établies à 1100 MDH, soit 39% de l'endettement global contre 42% en 2000 et 43% en 1999.

Au 31 décembre 2001, l'encours des Bons de Sociétés de Financement (BSF) de Wafasalaf s'est établi à 1 133 MDH, soit 41% de l'endettement global contre 1 204 MDH en 2000 (49% de l'endettement global). Cette baisse résulte d'un remboursement net de 71 MDH.

Avec un volume d'encours de 1 133 MDH de BSF, Wafasalaf présente un ratio 2001 encours BSF/encours client actuel de 35% dans la limite du seuil maximum (40%) fixé par l'article 3 de la circulaire N°3/G/96 de Bank Al Maghrib relative au bons des sociétés de financement.

Le poste « autres passifs » d'un montant de 94 MDH en 2001 est essentiellement constitué des provisions pour impôts sur les sociétés.

### **Tableau de flux de trésorerie**

	en KDH	31/12/01	31/12/00
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation</b>		97 024	38 770
<i>dont capacité d'autofinancement</i>		55 753	46 028
<i>dont variation des actifs et passifs d'exploitation</i>		+41 151	- 7 483
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement</b>		- 34 026	- 11 646
<i>dont immobilisation incorporelles et corporelles</i>		- 34 487	- 11 946
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement</b>		- 19 077	- 26 368
<i>dont distribution de dividendes</i>		- 20 176	- 27 467
<b>Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités</b>		43 921	757
<b>Liquidités et équivalents de liquidités à l'ouverture de l'exercice</b>		2 362	1 605
<b>Liquidités et équivalents de liquidités à la clôture de l'exercice</b>		46 283	2 362

La variation nette des liquidités de Wafasalaf s'est établie à 44 MDH en 2001 contre 1 MDH en 2000 grâce à la forte progression des flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation qui sont passés de 39 MDH à 97 MDH. La progression de ces flux en 2001 résulte d'une part de l'augmentation de la capacité d'autofinancement (56 MDH en 2001 contre 46 MDH en 2000) et d'autre part de la croissance plus importante de l'endettement à court terme auprès des établissements de crédits de 390 MDH que des engagements de crédit accordés (304 MDH), à l'origine d'une ressource de financement de 41 MDH.

Par ailleurs, les flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement sont passés de 11.6 MDH à 34.0 MDH en raison essentiellement des acquisitions de logiciels et de matériels informatiques.

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement représentent essentiellement les distributions de dividendes qui se sont élevés à 20 MDH en 2001 contre 27 MDH en 2000.

Le produit des deux emprunts obligataires (200 MDH), objets de la présente Note d'Information, ainsi que le produit des emprunts obligataires émis en juillet 2002 pour un montant global de 300 MDH, ne seront pas utilisés au remboursement de la dette existante mais serviront au financement d'une partie de la production de l'exercice 2003.

# SITUATION FINANCIERE ET ECONOMIQUE DE WAFASALAF AU 30/06/02

Wafasalaf a affiché des résultats globalement positifs au terme du premier semestre 2002. En atteste l'évolution des principaux indicateurs qui reflètent une bonne dynamique de son activité.

## A. COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

### Présentation de l'ESG simplifié des situations provisoires aux 30 juin 2001 et 2002

	(en MDH)			
	30/06/00	30/06/01	30/06/02	Variation 02/01
Intérêts et produits assimilés	220.3	202.9	219.4	8.13%
Intérêts et charges assimilées	90.9	89.5	97.8	9.27%
<b>Marge d'intérêt</b>	<b>113.48</b>	<b>113.48</b>	<b>121.60</b>	<b>7.14%</b>
Produit des immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	24.0	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	11.5	-
<b>Résultat des opérations de crédit-bail et de location</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12.58</b>	<b>-</b>
Commissions perçues	1.5	1.5	2.89	92.67%
Commission servies	2.76	1.66	1.47	-11.45%
<b>Marge sur commissions</b>	<b>- 1.25</b>	<b>- 0.16</b>	<b>1.42</b>	<b>-</b>
Divers autres produits bancaires	-	-	0.07	-
Diverses autres charges bancaires	-	0.70	0.81	15.71%
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>-</b>	<b>112.63</b>	<b>134.86</b>	<b>19.74%</b>
Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-	-	-
Autres produits d'exploitation non bancaire	3.3	3.62	3.55	-1.93%
Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-	0.01	-
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>40.37</b>	<b>43.60</b>	<b>49.07</b>	<b>12.55%</b>
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>90.05</b>	<b>72.66</b>	<b>89.33</b>	<b>22.94%</b>
Dotation nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	64.95	42.63	39.42	-7.53%
Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-	-	-	-
<b>RÉSULTAT COURANT</b>	<b>25.09</b>	<b>30.03</b>	<b>49.90</b>	<b>66.17%</b>
<b>RÉSULTAT NON COURANT</b>	<b>0.045</b>	<b>0.662</b>	<b>0.006</b>	<b>-98.49%</b>
Impôts sur les résultats	10.14	12.18	20.32	66.83%
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>15.00</b>	<b>18.51</b>	<b>29.59</b>	<b>59.91%</b>

## Produit Net Bancaire

Par rapport aux résultats semestriels 2001, Wafasalaf a enregistré en juin 2002 une croissance de son produit net bancaire (PNB) de près de 20% pour s'établir à 135 MDH. Cette progression a été soutenue par le lancement d'un nouveau produit, la LOA (Location avec Option d'Achat - « Leasoto »).

Par ailleurs, le PNB est formé à hauteur de 90% par la marge d'intérêt. Celle-ci a augmenté, de juin 2001 à juin 2002, de 7.1%, significatif d'une activité en plein essor et d'un refinancement plus efficace, à travers notamment les deux emprunts obligataires émis par Wafasalaf en juillet 2002, pour un montant global de 300 MDH.

Il faut noter que le coût de refinancement s'affiche en légère hausse accompagné de la baisse du TEG à 14.70%, réduisant d'autant la marge bénéficiaire de la société.

	1999	2000	2001	06/02	2002 <sup>E</sup>
Rendement moyen des crédits (1)	17,91%	16,21%	14,74%	14.8%	ND
Coût moyen de refinancement (2)	8,48%	7,80%	7,22%	ND	7.25%
<b>Marge d'intermédiation moyenne (1)-(2)</b>	9,43%	8,41%	7,53%	ND	ND

(1) Produits d'intérêt / encours de crédits nets moyen

(2) Charges d'intérêt / endettement net moyen

Source : Wafasalaf

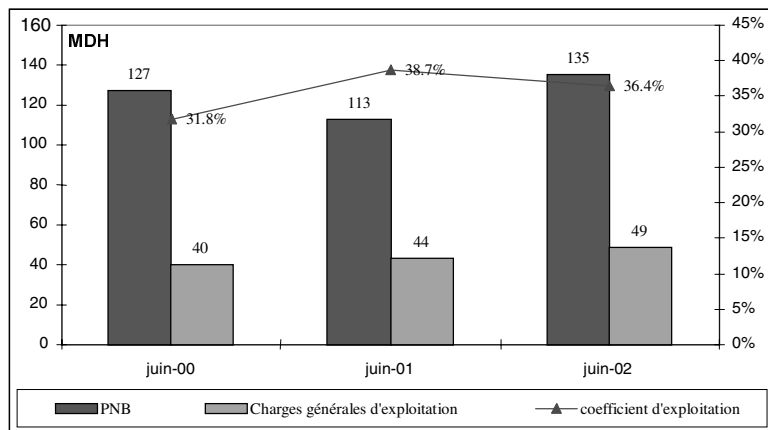
Le rendement moyen des crédits de Wafasalaf est passé de 16.2% en 2000 à 14.7% en 2001, en partie compensé par l'amélioration du coût moyen de refinancement qui est réduit de 7.8% en 2000 à 7.2% en 2001. Les deux emprunts obligataires, émis en juillet 2002, permettront à Wafasalaf de baisser davantage son coût moyen de refinancement. Au 30 juin 2002, le rendement moyen des crédits est de 14.8%.

## Résultat brut d'exploitation

Au 30 juin 2002, le résultat brut d'exploitation s'établit à 89.3 MDH, en amélioration de 23% par rapport à juin 2001.

Les produits d'exploitation non bancaire, composés essentiellement de produits accessoires montrent une certaine stabilité sur les résultats semestriels 2001 et 2002. Les produits accessoires regroupent notamment les indemnités de recouvrement, les intérêts de retard et les indemnités de remboursement par anticipation.

La hausse des frais généraux, qui s'établissent à 49.1 MDH, due en partie à l'augmentation des charges de personnel (+13%) et des charges externes (+11%), a été contenue par les bonnes prestations économiques de Wafasalaf.



Source: Wafasalaf

Le coefficient d'exploitation (charges générales d'exploitation/produit net bancaire) de Wafasalaf s'est établi à 36.4% en juin 2002 contre 38.7% en juin 2001 et 31.8% en juin 2000, témoignant d'une maîtrise des charges générales d'exploitation. Cette amélioration résulte d'une hausse du produit net bancaire suffisamment importante pour pallier à la hausse des frais généraux liée au développement de l'activité de Wafasalaf.

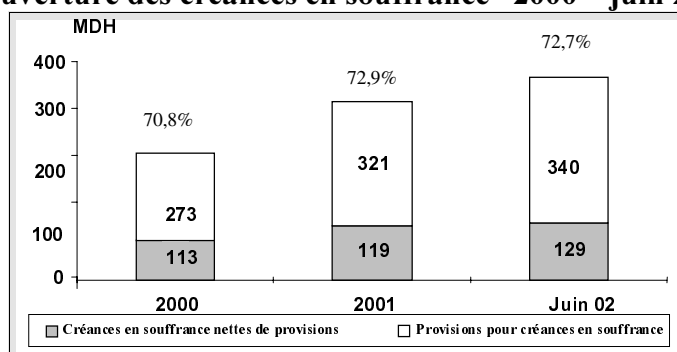
Enfin, les dotations aux amortissements de Wafasalaf ont augmenté de 30% entre juin 2001 et juin 2002, pour atteindre 4 MDH, en raison du renouvellement d'une partie du matériel informatique et de l'acquisition de nouveaux logiciels.

### Les dotations aux provisions

Dans un contexte de marges bénéficiaires réduites en raison de la baisse continue du TEG, la maîtrise des risques devient l'un des grands enjeux de l'activité des sociétés de financement.

Wafasalaf a constitué au 30 juin 2002 une dotation nette des reprises aux provisions pour créances en souffrance de 39 MDH, en baisse de 8% par rapport à juin 2001. Le stock cumulé de provisions pour créances en souffrance est ainsi passé de 321 MDH au 31/12/2001 à 340 MDH au terme du premier semestre 2002.

### Wafasalaf Couverture des créances en souffrance\* 2000 – juin 2002



Source : Wafasalaf

\*Les pourcentages sont relatifs au taux de provisionnement

Il est à noter qu'en 2001, Wafasalaf a passé en revue l'ensemble de ses encours contentieux pour procéder à l'assainissement des créances en souffrance. Le taux de provisionnement est donc passé de 70.8% à 72.7% à fin juin 2002.

Par ailleurs il est à préciser que la durée de stationnement des créances en souffrance au bilan se situe dans une fourchette de 3 à 5 ans. Wafasalaf a mis en place un système de scoring de la clientèle qui assure une meilleure sélectivité des clients à l'entrée et par conséquent, une meilleure maîtrise du risque. A l'horizon 2005, Wafasalaf devrait atteindre 70% de taux de recouvrement des créances.

### **Résultat non courant**

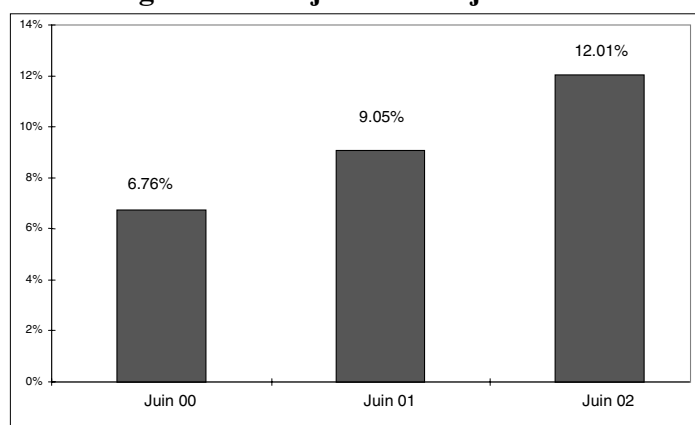
Au 30 juin 2002, Wafasalaf a publié un résultat non courant de 6.4 KDH contre 661.7 KDH un an auparavant. En fait, les produits non courant étaient élevées en juin 2001 suite à des reprises de provisions effectuées lors de l'assainissement de la comptabilité, suite au changement de Plan Comptable régissant les établissements de crédit. Par rapport à juin 2000, les résultats non courants restent du même ordre de grandeur.

### **Résultat net**

Malgré la baisse continue du TEG, actuellement fixé à 14.70% par Bank Al Maghrib, le résultat net de Wafasalaf s'est établi à près de 29.6 MDH au 30 juin 2002, soit une hausse de 60% par rapport au premier semestre de l'année précédente, notamment grâce à une reprise soutenue de l'activité d'octroi de crédits et à une maîtrise de la charge du risque et des coûts de fonctionnement.

Les comptes arrêtés au 30 juin 2002 font ressortir une amélioration sensible de la marge nette de Wafasalaf qui passe de 6.8% en juin 2000, 9% en juin 2001 à 12% en juin 2002.

**Wafasalaf**  
**Marge nette<sup>6</sup> de juin 2000 à juin 2002**



*Source : Wafasalaf*

<sup>6</sup> Marge nette en n = résultat net en n / Produit d'exploitation bancaire en n.

## B. BILAN

### Structure de l'actif

<b>ACTIF</b> (en KDH)	<b>31/12/00</b>	<b>31/12/01</b>	<b>30/06/02</b>	<b>Variation juin 02/01</b>
<b>Valeurs en caisse, Banque centrales, Trésor public, Service des chèques postaux</b>	2 362	46 283	2 107	-95%
<b>Créances sur les établissements de crédit et assimilés</b>	75062	27 542	90 631	229%
. A vue	3669	2 704	14 331	430%
. A terme	71393	24 838	76 300	207%
<b>Créances sur la clientèle</b>	2 666 208	2 970 666	3 104 139	4.5%
. Crédits de trésorerie et à la consommation	2 540 547	2 894 904	3 054 621	6%
. Crédits à l'équipement	-	-	-	
. Crédits immobiliers	17 860	18 909	18 490	-2%
. Autres crédits (créances déclassées nettes)	107 801	56 852	31 028	-45%
<b>Autres actifs</b>	45 998	32 356	85 434	164%
<b>Titres de participation et emplois assimilés</b>	151	151	151	0%
<b>Immobilisations données en crédit-bail et en location</b>	-	37 087	105 349	184%
<b>Immobilisations incorporelles</b>	8 673	34 997	51 537	47%
<b>Immobilisations corporelles</b>	31 898	33 034	32 968	0%
<b>Total de l'actif</b>	2830 352	3 182 116	3 472 317	9%

<sup>(1)</sup> : chiffres retraités à titre comparatif

A l'instar de l'ensemble des sociétés de crédit à la consommation, l'actif de Wafasalaf est essentiellement constitué des créances sur la clientèle, soit 89% du total bilan au 30/06/02.

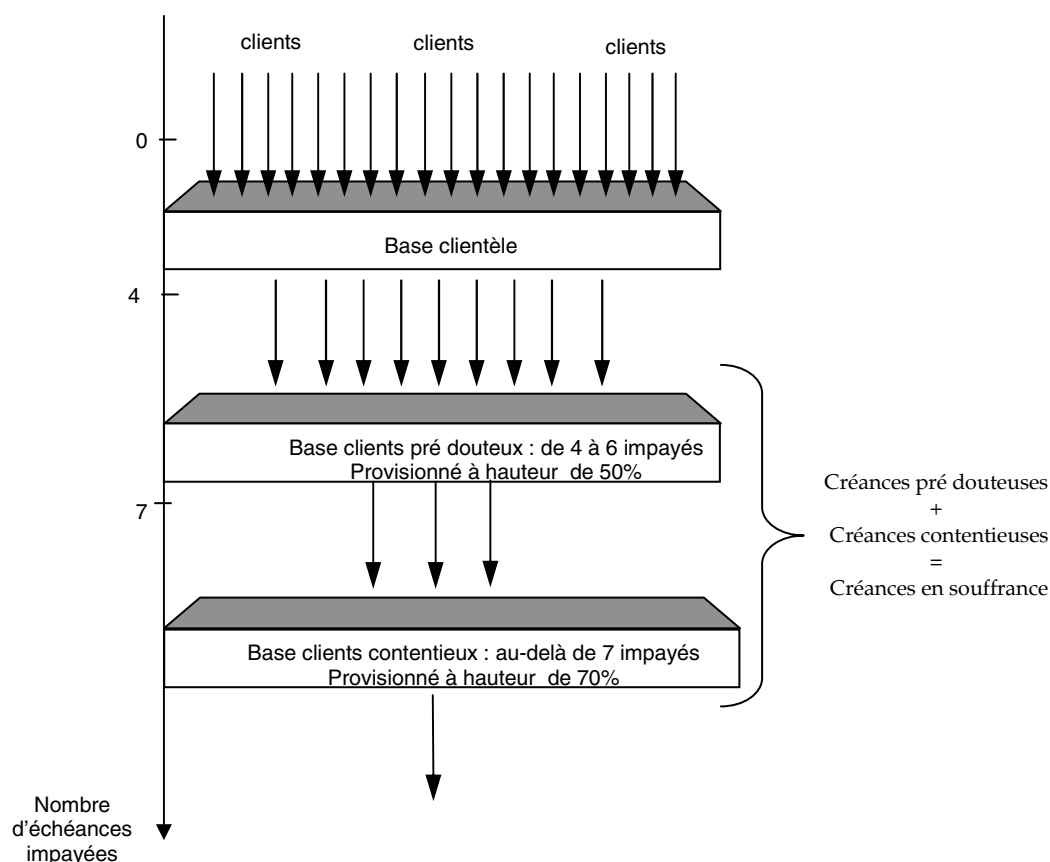
L'encours net de provisions s'est établi à 3 104 MDH en juin 2002, contre 2 971 MDH en 2001 et 2 666 MDH en 2000, enregistrant ainsi une progression de respectivement 4.5% et 11.4%.

Avant provisions pour créances en souffrance, l'encours de Wafasalaf est de 3 444 MDH en juin 2002, en hausse de 11% par rapport au 30 juin 2001.

Compte tenu de l'importance de la clientèle par prélèvement bancaire, Wafasalaf a mis en place une politique de gestion du risque très prudente. Cette technique, outre le fait qu'elle soit rapide, permet de lancer la procédure de recouvrement dès le premier incident de paiement. Il en résulte au niveau des provisions des créances clients une méthode automatique et standardisée de provisionnement des clients à problème.

## Wafasalaf

### Méthode de provisionnement des créances clients



## Wafasalaf

### Provisionnement des créances de 1999 à juin 2002

(en MDH)	1999	2000	2001	06/02
<b>Encours de crédit brut</b>	<b>2 872</b>	<b>2 939</b>	<b>3 292</b>	<b>3444</b>
Encours pré-douteux	70	83	85	ND
Encours contentieux	203	302	355	348
<b>Total des créances en souffrances</b>	<b>272</b>	<b>385</b>	<b>440</b>	<b>469</b>
Provisions des créances en souffrance	191	273	321	340
<b>Taux de provisionnement des créances en souffrances</b>	70,30%	70,80%	72,94%	72,5%
<b>Taux de contentieux</b>	7,05%	10,28%	10,80%	10,1%
<b>Taux de pré-douteux</b>	2,43%	2,83%	2,57%	ND

*Source: Wafasalaf*

Le taux de contentieux de Wafasalaf s'est pratiquement stabilisé entre 2000 et 2001, malgré la croissance de la production de 21% en 2001.

Les efforts fournis par Wafasalaf en matière de sélectivité dans l'octroi des crédits, ont permis de réduire le taux de contentieux à 10.1% au 30 juin 2002.

---

### **Autres éléments de l'actif**

Les créances sur les établissements de crédits sont constituées essentiellement des créances des grandes entreprises conventionnées avec Wafasalaf pour l'octroi d'un crédit à la consommation pour le personnel.

Le premier semestre 2002 a été marqué par une hausse des créances sur les établissements de crédits et assimilés qui sont passés de 28 MDH à 91 MDH. Toutefois, cette augmentation, n'est que le reflet d'une situation provisoire car ce poste comprend des valeurs à encaisser, d'où cette augmentation.

Le poste « autres actifs », a connu une hausse de 164% au cours du premier semestre 2002 pour s'établir à 85 MDH. Le développement du nouveau produit de Wafasalaf, la LOA (Location avec Option d'Achat), a engendré l'acquisition d'un parc de véhicules important. La TVA, étant récupérée par Wafasalaf, est à l'origine de cette augmentation d'actif.

Les immobilisations données en crédit-bail et en location de 37 MDH en 2001, ont presque triplé pour atteindre 105 MDH à fin juin 2002. Ces immobilisations sont attribuables au produit « Leasoto », formule de location automobile avec option d'achat, dont les performances enregistrées traduisent le succès de cette nouvelle offre commerciale auprès du consommateur marocain.

Les immobilisations incorporelles augmentent de 47% passant de 35 MDH au 31/12/2001 à 51.5 MDH au 30/06/2002. Cette augmentation est due au renouvellement du parc informatique.

## Structure du passif

PASSIF	En KDH	31/12/00	31/12/01	30/06/02	Variation juin02/01
<b>Dettes envers les établissements de crédit et assimilés</b>		<b>1 263 903</b>	<b>1 654 488</b>	<b>1 719 185</b>	<b>3.9%</b>
. A vue		216 929	554 815	697 813	26%
. A terme		1 046 974	1 099 673	1 021 372	-7%
<b>Dépôts sur la clientèle</b>		<b>0</b>	<b>149</b>	<b>326</b>	<b>119%</b>
<b>Titres de créance émis</b>		<b>1 211 246</b>	<b>1 140 874</b>	<b>1 318 698</b>	<b>16%</b>
. Titres de créance négociables		1 204 224	1 133 115	1 310 535	16%
. Autres titres de créances émis		7 022	7 758	8 162	5%
<b>Autres passifs</b>		<b>93 871</b>	<b>95 042</b>	<b>138 710</b>	<b>46%</b>
<b>Provisions réglementées</b>		<b>5 669</b>	<b>5 669</b>	<b>5 669</b>	<b>0%</b>
<b>Réserves et primes liées au capital</b>		<b>85 551</b>	<b>115 964</b>	<b>147 958</b>	<b>28%</b>
<b>Capital</b>		<b>102 366</b>	<b>103 116</b>	<b>111 197</b>	<b>8%</b>
<b>Report à nouveau (+/-)</b>		<b>27 467</b>	<b>17 506</b>	<b>985</b>	<b>-94%</b>
<b>Résultats net de l'exercice (+/-)</b>		<b>40 279</b>	<b>49 308</b>	<b>29 590</b>	<b>-40%</b>
<b>Total du Passif</b>		<b>2 830 352</b>	<b>3 182 116</b>	<b>3 472 317</b>	<b>9%</b>

<sup>(1)</sup> : chiffres retraités à titre comparatif

Les dettes et les fonds propres représentent respectivement 87.5% et 8.5% du passif de Wafasalaf à fin juin 2002 contre respectivement 88% et 9% en 2001.

### Wafasalaf Ventilation des dettes financières

	1999	Structure	2000	Structure	2001	Structure	Juin 2002	Structure
<b>Dettes envers les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>1228,56</b>	<b>51.3%</b>	<b>1 263,90</b>	<b>51,1%</b>	<b>1 654,49</b>	<b>59,2%</b>	<b>1 719,19</b>	<b>56.6%</b>
. A vue	207,62	8.7%	216,93	8,8%	554,82	19,8%	697,81	23.0%
. A terme	1020,93	42.7%	1 046,97	42,3%	1 099,67	39,3%	1 021,37	33.6%
<b>Titres de créance émis</b>	<b>1165,21</b>	<b>48.7%</b>	<b>1 211,25</b>	<b>48,9%</b>	<b>1 140,87</b>	<b>40,8%</b>	<b>1 318,70</b>	<b>43.4%</b>
. Titres de créance négociables	1158,86	48.4%	1 204,22	48,7%	1 133,12	40,5%	1 310,54	43.1%
. Emprunts obligataires	-	0,0%	-	0,0%	-	0,0%	-	0,0%
. Autres titres de créances émis	6,35	0,3%	7,02	0,3%	7,76	0,3%	8,16	0.3%
<b>TOTAL</b>	<b>2393,77</b>	<b>100,0%</b>	<b>2 475,15</b>	<b>100,0%</b>	<b>2 795,36</b>	<b>100,0%</b>	<b>3 037,89</b>	<b>100,0%</b>

Source : Wafasalaf

Les dettes envers les établissements de crédits et assimilés ont augmenté de 4% passant de 1 655 MDH en 2001 à 1 719 MDH en juin 2002 suite à une augmentation des dettes à vue qui ont été portées de 555 MDH à 698 MDH sur la même période. Celles-ci ont représenté 23% de l'endettement global à fin juin 2002 contre 19.8% en 2001.

---

Quant aux dettes à terme vis à vis des établissements de crédit, elles ont baissé de 7% pour s'établir à fin juin 2002 à 1 021 MDH, soit 34% de l'endettement global contre 1 100 MDH en 2001 (39% de l'endettement global).

Au 30 juin 2002, l'encours des Bons de Sociétés de Financement (BSF) de Wafasalaf s'est établi à 1 311 MDH, marquant ainsi une hausse de 12% par rapport au 31 décembre 2001, où celui-ci valait 1 133 MDH. Cette augmentation de 178 MDH résulte de l'émission de BSF au fil de l'eau durant le premier semestre 2002, support de financement pour l'activité de Wafasalaf.

Avec un volume d'encours de 1 311 MDH de BSF, Wafasalaf présente un ratio semestriel 2002 encours BSF/encours client actuel, brut de provisions, de 38 % dans la limite du seuil maximum (40%) fixé par l'article 3 de la circulaire N°3/G/96 de Bank Al Maghrib relative au bons des sociétés de financement.

Le poste « autres passifs » d'un montant de 139 MDH au premier semestre 2002 est essentiellement constitué des provisions pour impôts sur les sociétés.

---

---

## PERSPECTIVES D'EVOLUTION

---

### A. PERSPECTIVES DE WAFASALAF : UNE STRATEGIE BASEE SUR LA MAITRISE DU RISQUE ET LA RENTABILITE

Wafasalaf envisage de rester un opérateur majeur sur le marché du crédit à la consommation en renforçant sa présence à la fois dans :

- Le circuit court : Prêt Personnel et crédit revolving ;
- Le circuit long : Equipement des ménages, Vente à Crédit de l'Automobile et Location avec Option d'Achat (LOA) ;

Les axes stratégiques de cette politique sont :

- Un développement harmonieux sur tous les marchés ;
- Une maîtrise des coûts de gestion ;
- Une maîtrise des coûts du risque ;
- Une diversification des sources de financement.

La réalisation de cette politique permettra à Wafasalaf d'envisager une croissance de son activité et un maintien de sa rentabilité.

En effet, Wafasalaf envisage de réaliser en 2002 un produit d'exploitation bancaire de près de 473 MDH, en augmentation de 10.8% par rapport à l'année 2001. Wafasalaf anticipe pour l'exercice 2002 un résultat avant impôt et un résultat net de respectivement 98 MDH et 59 MDH, soit une croissance de respectivement 18.6% et 19.7% par rapport à l'exercice 2001.

Les principaux résultats semestriels publiés pour l'exercice 2002, à savoir un produit d'exploitation bancaire et un résultat net de respectivement, 246 MDH et 29.6 MDH pour un total bilan de 3 472 MDH, sont en phase avec les perspectives de croissance du management de Wafasalaf, fruit d'une stratégie résolument axée sur la maîtrise du coût de l'intermédiation financière et des coûts d'exploitation, ainsi que sur la mise en place d'une politique sélective en matière d'octroi de crédits. D'autant plus que la tendance pour le second semestre devrait se poursuivre à un rythme au moins égal à celui enregistré durant le premier semestre 2002, en raison notamment des pics de production que représentent la rentrée scolaire et le mois de Ramadan.

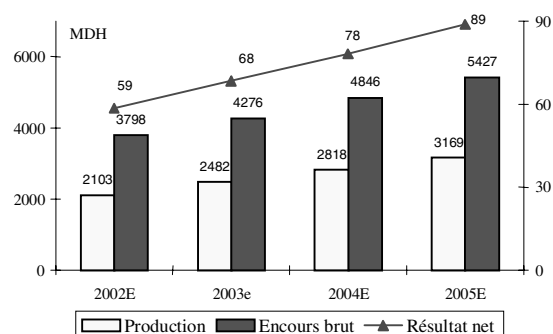
## C. ETATS PREVISIONNELS

La stratégie adoptée par le management de Wafasalaf a abouti à un plan d'affaires prévisionnel s'étalant sur la période 2002-2005. Celui-ci s'articule essentiellement autour de la mise en place du nouveau système d'information qui alliera efficacité et amélioration du risque dans le cadre du traitement des procédures.

La société compte également développer sa part de marché en adoptant une stratégie axée sur une agressivité commerciale et une amélioration de la maîtrise des coûts de fonctionnement.

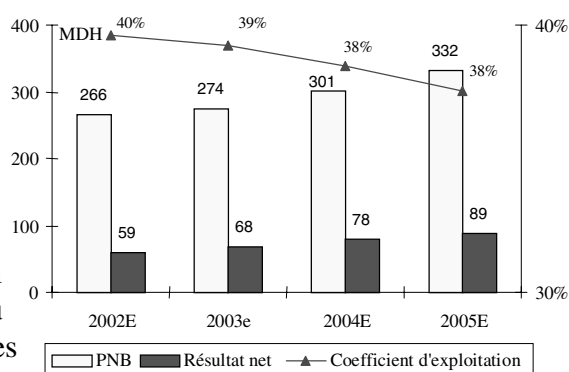
### Production et encours

Wafasalaf, pour la production, table sur une progression annuelle moyenne entre 2002 et 2005 de 13,5% tirée essentiellement par l'activité Prêt personnel (+14%) et l'Automobile (+10%) et une croissance annuelle moyenne similaire pour l'encours brut de provisions. Par contre, une meilleure maîtrise des coûts de fonctionnement associée à cette progression de la production permettra de dégager un résultat net de respectivement 59, 68, 78 et 89 MDH pour les années 2002<sup>E</sup>, 2003<sup>E</sup>, 2004<sup>E</sup> et 2005<sup>E</sup> soit une croissance annuelle moyenne de 15%.



### Produit Net Bancaire et coefficient d'exploitation

La progression moyenne du Produit Net Bancaire est de plus de 10% sur la période 2002-2005. Cette amélioration du Produit Net Bancaire se fera en partie grâce à l'amélioration du taux de refinancement (de 7,25% en 2002<sup>E</sup> à 7,05% en 2005<sup>E</sup>; ce taux est calculé sur la base d'un TEG de 14.08% en 2003<sup>E</sup>, 13.93% en 2004<sup>E</sup> et 13.79% en 2005<sup>E</sup>), à la compression des frais de gestion (de 2,87% en 2002<sup>E</sup> à 2,41% en 2005<sup>E</sup>) et au maintien du taux de couverture des créances douteuses et contentieuses à hauteur de 70%.



Cette progression du PNB permettra une amélioration du coefficient d'exploitation qui devrait passer de 39% en 2002 à 37% en 2005.

## Bilan et Compte de Produits et Charges

### Bilan prévisionnel 2002-2005 (MDH)

Principaux agrégats bilantiels	2002E	2003E	2004E	2005E
Encours bruts	3 798	4 276	4 846	5 427
Provisions	342	356	377	403
Encours nets	3 456	3 920	4 468	5 024
Immobilisations corporelles et incorporelles	99	114	117	120
<b>Total actif</b>	<b>3 555</b>	<b>4 034</b>	<b>4 585</b>	<b>5 144</b>
Dettes envers les établissements de crédit	3 257	3 664	4 152	4 649
Capitaux propres (avant distribution)	299	370	434	496
<b>Total passif</b>	<b>3 555</b>	<b>4 034</b>	<b>4 585</b>	<b>5 144</b>

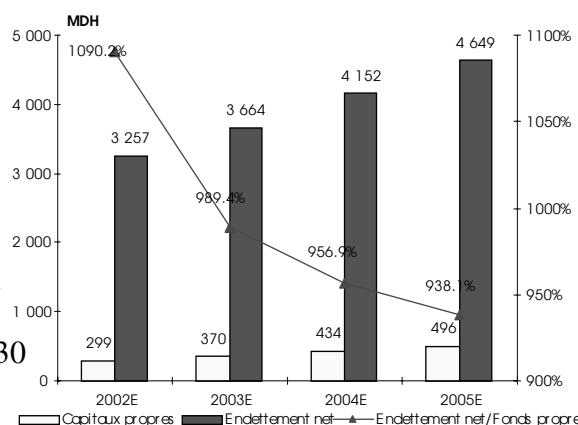
Les principaux agrégats bilantiels sont amenés à suivre une tendance haussière sur toute la période 2002-2005.

Les encours brut de provisions devraient augmenter annuellement de 13% en moyenne pour atteindre 5 427 MDH en 2005<sup>E</sup>, en ligne avec la production. Toutefois, on remarque que les provisions, passant de 342 MDH en 2002<sup>E</sup> à 403 MDH en 2005<sup>E</sup>, ne sont pas corrélées à l'augmentation de l'encours brut de provisions, en raison d'une amélioration de la gestion du risque au sein de Wafasalaf.

En effet, le taux de provisionnement des encours bruts passe de 9% en 2002<sup>E</sup> à 7.4% en 2005<sup>E</sup>. Sur les trois dernières années, ce taux était de 9.5% en 1999, de 13.1% en 2000 et de 13.4% en 2001. Wafasalaf considère que les efforts fournis depuis 1999 pour assainir les créances en souffrance et la mise en place d'outils de sélection de sa clientèle à l'entrée devraient contribuer à baisser le taux de provisionnement à 7.4% en 2005<sup>E</sup>.

Au niveau du passif, les capitaux propres passeront de 299 MDH en 2002<sup>E</sup> à 496 MDH en 2005<sup>E</sup>, soit une croissance annuelle moyenne de 18%. La croissance envisagée des capitaux propres permettra de contenir l'augmentation de l'endettement de la société, ce qui se traduira par une baisse du ratio d'endettement (Endettement Net/capitaux propres), passant ainsi de 1090% en 2002<sup>E</sup> à 938% en 2005<sup>E</sup>.

L'endettement net de Wafasalaf est constitué au 30 octobre 2002 des dettes envers les établissements de crédit (1220 MDH, cf. annexe), des BSF (1311 MDH) et des obligations (300 MDH).



### CPC prévisionnel 2002-2005 (KDH)

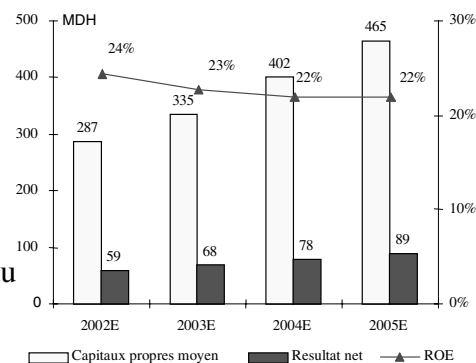
CPC Prévisionnel	2002	2003	2004	2005
Produits d'exploitation bancaire	473	520	576	642
Charges d'exploitation bancaire	207	227	254	287
<b>Produit net bancaire</b>	<b>266</b>	<b>293</b>	<b>322</b>	<b>355</b>
Charges générales d'exploitation	105	115	124	133
Charges de provision	63	64	68	74
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>98</b>	<b>114</b>	<b>130</b>	<b>148</b>
Impôt sur les résultats	39	46	52	59
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>59</b>	<b>68</b>	<b>78</b>	<b>89</b>

Le CPC prévisionnel table sur une augmentation des charges d'exploitation bancaire (de 207 MDH en 2002<sup>E</sup> à 287 MDH en 2005<sup>E</sup>) moins soutenue que celle des produits d'exploitation bancaire (de 473 MDH en 2002<sup>E</sup> à 642 MDH en 2005<sup>E</sup>). En prévision d'une meilleure gestion de la clientèle, les charges de provisions augmenteront de façon moins significative que l'exploitation. En conséquence, le résultat net de l'exercice devrait augmenter en moyenne de 15% par an pour atteindre 89 MDH en 2005<sup>E</sup>. A cet effet, les résultats semestriels 2002 de Wafasalaf, publiés dans le présent document, sont en ligne avec les prévisions pour l'exercice 2002.

### Rentabilité

La rentabilité estimée des fonds propres, ou ROE, devrait être comprise entre 22% et 24% sur la période 2002<sup>E</sup>-2005<sup>E</sup>.

Ces estimations permettront de maintenir le niveau de rentabilité de Wafasalaf parmi les plus élevés du marché.



### Tableau de financement

Les investissements entrepris par Wafasalaf diminueront sur toute la période 2002<sup>E</sup>-2005<sup>E</sup> car le principal investissement prévu par la société consiste à développer et à implémenter un nouveau système d'information global qui permettra, à terme, d'optimiser la gestion du risque au sein de Wafasalaf. Il faut préciser que pour le produit Leasoto, Wafasalaf est propriétaire des véhicules qui sont financés par crédit-bail.

Le taux de distribution de dividendes devrait baisser sensiblement en 2003, passant ainsi d'un taux exceptionnel de 134% en 2002 à 50% pour les exercices suivants.

## Tableau de flux de trésorerie prévisionnel 2002<sup>E</sup>-2005<sup>E</sup>

En KDH	2001	2002 <sup>E</sup>	2003 <sup>E</sup>	2004 <sup>E</sup>	2005 <sup>E</sup>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation</b>	<b>97 024</b>	<b>129 482</b>	<b>103 549</b>	<b>107 549</b>	<b>127 358</b>
<i>dont capacité d'autofinancement</i>	<i>55 753</i>	<i>69 372</i>	<i>82 439</i>	<i>83 439</i>	<i>94 248</i>
<i>dont variation des actifs et passifs d'exploitation</i>	<i>41 151</i>	<i>60 000</i>	<i>21 000</i>	<i>24 000</i>	<i>33 000</i>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement</b>	<b>-34 026</b>	<b>-34 200</b>	<b>-16 960</b>	<b>-3 940</b>	<b>-3 940</b>
<i>dont immobilisation incorporelles et corporelles</i>	<i>-34 487</i>	<i>-34 000</i>	<i>-17 000</i>	<i>-4 000</i>	<i>-4 000</i>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement</b>	<b>-19 077</b>	<b>-25 754</b>	<b>-4 286</b>	<b>-20 219</b>	<b>-29 124</b>
<i>dont distribution de dividendes</i>	<i>-20 176</i>	<i>-65 754</i>	<i>-29 286</i>	<i>-34 219</i>	<i>-39 124</i>
<b>Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités</b>	<b>43 921</b>	<b>69 527</b>	<b>82 303</b>	<b>83 389</b>	<b>94 294</b>
<b>Liquidités et équivalents de liquidités à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>2 362</b>	<b>46 283</b>	<b>115 810</b>	<b>198 113</b>	<b>281 502</b>
<b>Liquidités et équivalents de liquidités à la clôture de l'exercice</b>	<b>46 283</b>	<b>115 810</b>	<b>198 113</b>	<b>281 502</b>	<b>375 796</b>

La variation nette des liquidités de Wafasalaf devrait s'établir à 94,3 MDH en 2005<sup>E</sup> contre 69,5 en 2002<sup>E</sup> grâce d'une part à l'augmentation de la capacité d'autofinancement suite à l'amélioration de la rentabilité et d'autre part à l'augmentation du décalage entre les dettes contractées et les créances accordées, notamment en raison des émissions obligataires de 500 MDH opérées en 2002.

Wafasalaf a prévu de faire appel à des ressources extérieures supplémentaires en 2004 et 2005 pour faire face au remboursement des émissions obligataires effectuées en 2002. Le montant à rembourser est pris en compte dans le tableau suivant.

	Tirage sur emprunt	Remboursement des emprunts (en KDH)		
		intérêts	principal	Total
<b>2002</b>	<i>500 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<b>0</b>
<b>2003</b>	<i>0</i>	<i>24 625</i>	<i>0</i>	<b>24 625</b>
<b>2004</b>	<i>0</i>	<i>24 625</i>	<i>350 000</i>	<b>374 625</b>
<b>2005</b>	<i>0</i>	<i>7 875</i>	<i>150 000</i>	<b>157 875</b>

---

---

## FACTEURS DE RISQUES

---

### **Risque de taux d'intérêt**

Wafasalaf subit le risque de taux d'intérêt à deux niveaux : d'une part, au niveau du taux de sortie moyen, limité par un TEG fixé par les autorités monétaires, et qui a subi plusieurs baisses depuis 1997 mais il devrait néanmoins rester dans une fourchette de 13.8% à 14.1% après le 31 mars 2003 (cf. tableau p. 26) et d'autre part au niveau du coût de refinancement. Celui-ci peut varier au gré des évolutions du niveau de taux d'intérêt. Wafasalaf ne subit le risque de taux que dans la mesure où la société se refinance à taux fixe à moyen terme. Par conséquent, elle ne subit pas les variations de taux au jour le jour et maîtrise ainsi son coût de refinancement à moyen terme.

Wafasalaf anticipe une baisse du coût de refinancement de 7.22% en 2001 à 7.05% en 2005<sup>E</sup>, sous l'effet conjugué du contexte de baisse des taux et de l'augmentation de la maturité des crédits. Les émissions obligataires qui font l'objet de la présente note, ainsi que la qualité de la signature de Wafasalaf devraient y contribuer.

### **Risque lié aux créances en souffrance**

Les créances client sont provisionnées à hauteur de 50% dès que Wafasalaf constate 3 impayés et à hauteur de 70% au delà de 7 impayés. Wafasalaf ne provisionne jamais en totalité les créances client en souffrance, extériorisant un risque sur les clients douteux. Au 30 juin 2002, ce risque est estimé à 129 MDH (total créances en souffrance de 469 MDH contre 340 MDH de provisions).

Wafasalaf a entrepris depuis juillet 1999 une refonte totale de son processus décisionnel et par la même des procédures de détection et de gestion du risque en amont. Ce travail a été complété par la mise en production de plusieurs grilles de score développées à partir du comportement mesuré sur la base de différents déterminants du risque. Le choix et la multiplicité des grilles sont dictés par la prise en compte de la diversité des produits distribués par Wafasalaf ainsi que le large spectre de sa clientèle.

De tous ces efforts, il en résulte une bonne maîtrise des poches de risque : sur la base d'informations historiques, Wafasalaf a développé une stratégie visant à favoriser les segments de clientèle les moins risqués et à réduire, voire à supprimer dans certains cas des clients historiquement risqués.

Les normes de provisionnement des créances douteuses n'étant pas réglementées, il n'est pas exclu que Bank Al Maghrib intervienne dans ce sens affectant ainsi la rentabilité de certaines sociétés de financement. Wafasalaf, de par les normes de son provisionnement recommandées, notamment, par son actionnaire étranger (Sofinco) a toujours respecté des critères rigoureux. Elle ne devrait donc pas être affectée par une telle mesure réglementaire.

---

### **Intensification de la concurrence**

La tendance baissière du TEG a ravivé la concurrence au sein du secteur du crédit à la consommation. Cet environnement concurrentiel induit des réflexions sur les alliances et partenariats potentiels pour asseoir la compétitivité des sociétés de financement. Ce mouvement de concentration, déjà entamé, en Europe pourrait avoir des incidences directes sur le secteur marocain compte tenu de l'affiliation de certaines sociétés de financement à de grands groupes bancaires nationaux, alliés ou filiales de Multinationales étrangères. En cas de réalisation de ces concentrations, le positionnement concurrentiel actuel de Wafasalaf et son affiliation au Groupe Wafabank, lui permettront de réagir positivement à ces changements.

---

## **FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES**

---

A la date d'établissement du présent dossier d'information, WAFASALAF ne connaît pas de faits exceptionnels ou d'affaires contentieuses susceptibles d'affecter de façon significative ses résultats, sa situation financière et son activité.

**Résultats semestriels 2001-2002**

**Bilan**

**Hors Bilan**

**Compte de Produits et Charges**

**Etat des Soldes de Gestion**

**BILAN AU 30/06/2002**

(en KDH)

<b>ACTIF</b>	<b>30/06/02</b>	<b>31/12/01</b>
<b>Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux</b>	<b>2 107</b>	<b>46 283</b>
<b>Créances sur les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>90 631</b>	<b>27 542</b>
. A vue	14 331	2 704
. A terme	76 300	24 838
<b>Créances sur la clientèle</b>	<b>3 104 139</b>	<b>2 970 666</b>
. Crédits de trésorerie et à la consommation	3 054 621	2 894 904
. Crédits à l'équipement	-	-
. Crédits immobiliers	18 490	18 909
. Autres crédits	31 028	56 852
<b>Créances acquises par affacturage</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Titres de transaction et de placement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
. Autres titres de créance	-	-
. Titres de propriété	-	-
<b>Autres actifs</b>	<b>85 434</b>	<b>32 356</b>
<b>Titres d'investissement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
. Autres titres de créance	-	-
<b>Titres de participation, Participations dans les entreprises liées et emplois assimilés</b>	<b>151</b>	<b>151</b>
<b>Créances subordonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Immobilisations données en crédit-bail et en location</b>	<b>105 349</b>	<b>37 087</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>51 537</b>	<b>34 997</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>32 968</b>	<b>33 034</b>
<b>Total Actif</b>	<b>3 472 317</b>	<b>3 182 116</b>

**BILAN AU 30/06/2002**

(en KDH)

<b>PASSIF</b>	<b>30/06/02</b>	<b>31/12/01</b>
<b>Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux</b>	-	-
<b>Dettes envers les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>1 719 185</b>	<b>1 654 488</b>
. A vue	697 813	554 815
. A terme	1 021 372	1 099 673
<b>Dépôts de la clientèle</b>	<b>326</b>	<b>149</b>
. Comptes à vue créditeurs	-	-
. Comptes d'épargne	-	-
. Dépôts à terme	-	-
. Autres comptes créditeurs	326	149
<b>Titres de créance émis</b>	<b>1 318 698</b>	<b>1 140 874</b>
. Titres de créance négociables	1 310 535	1 133 115
. Emprunts obligataires	-	-
. Autres titres émis	8 162	7 758
<b>Autres passifs</b>	<b>138 710</b>	<b>95 042</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	-	-
<b>Provisions réglementées</b>	<b>5 669</b>	<b>5 669</b>
<b>Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie</b>	-	-
<b>Dettes subordonnées</b>	-	-
<b>Ecart de réévaluation</b>	-	-
<b>Primes liées au capital et réserves</b>	<b>147 958</b>	<b>115 964</b>
<b>Capital souscrit</b>	<b>111 197</b>	<b>103 116</b>
<b>moins capital non versé</b>	-	-
<b>Report à nouveau (+/-)</b>	<b>985</b>	<b>17 506</b>
<b>Résultat net en instance d'affectation (+/-)</b>	-	-
<b>Résultat net de l'exercice (+/-)</b>	<b>29 590</b>	<b>49 308</b>
<b>Total Passif</b>	<b>3 472 317</b>	<b>3 182 116</b>

**HORS-BILAN AU 30/06/2002**

( EN KDH )

	<b>30/06/02</b>	<b>31/12/01</b>
<b>Engagements donnés</b>	-	-
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	-	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
<b>Engagements reçus</b>	-	-
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

**COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES DU 30/06/2001 AU 30/06/2002**

(en KDH)

	<b>30/06/02</b>	<b>30/06/01</b>
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>246 353</b>	<b>204 440</b>
Intérêts et produits assimilés des opérations avec les établissements de crédit	-	75
Intérêts et produits assimilés des opérations avec la clientèle	219 363	202 862
Intérêts et produits assimilés des titres de créance	-	-
Produits des titres de propriété	-	-
Produits des immobilisations en crédit-bail et en location	24 032	-
Commissions sur prestations de service	2 885	1 503
Autres produits bancaires	73	-
<b>CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>111 497</b>	<b>91 813</b>
Intérêts et charges assimilées des opérations avec les établissements de crédit	56 505	48 942
Intérêts et charges assimilées des opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et charges assimilés des titres de créance émis	41 257	40 517
Charges des immobilisations en crédit-bail et en location	11 450	-
Autres charges bancaires	2 285	2 354
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>134 856</b>	<b>112 627</b>
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE</b>	<b>3 552</b>	<b>3 628</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE</b>	<b>11</b>	<b>-</b>
<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>49 072</b>	<b>43 596</b>
Charges de personnel	16 407	14 575
Impôts et taxes	1 355	1 554
Charges externes	26 723	24 153
Autres charges d'exploitation	584	244
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	4 002	3 070
<b>DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECUPERABLES</b>	<b>67 941</b>	<b>62 528</b>
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	47 144	53 077
Pertes sur créances irrécupérables	20 797	9 451
Autres dotations aux provisions	-	-

<b>REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES</b>	<b>28 519</b>	<b>19 897</b>
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	28 519	19 897
Récupérations sur créances amorties	-	-
Autres reprises de provisions	-	-
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>49 904</b>	<b>30 027</b>
PRODUITS NON COURANTS	11	677
CHARGES NON COURANTES	5	16
<b>RESULTAT NON COURANT</b>	<b>6</b>	<b>662</b>
<b>RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS</b>	<b>49 910</b>	<b>30 688</b>
IMPOTS SUR LES RESULTATS	20 320	12 179
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>29 590</b>	<b>18 509</b>

<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>278 435</b>	<b>228 641</b>
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>248 845</b>	<b>210 132</b>
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>29 590</b>	<b>18 509</b>

**ETAT DES SOLDES DE GESTION DU 30/06/2001 AU 30/06/2002**

## I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

(en KDH)

	<b>30/06/02</b>	<b>30/06/01</b>
+ Intérêts et produits assimilés	219 363	202 937
- Intérêts et charges assimilées	97 762	89 459
<b>Marge sur intérêts</b>	<b>121 602</b>	<b>113 478</b>
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	24 032	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	11 450	-
<b>Résultat des opérations de crédit-bail et de location</b>	<b>12 582</b>	<b>-</b>
+ Commissions perçues	2 885	1 503
- Commissions servies	1 473	1 660
<b>Marge sur commissions de prestations de service</b>	<b>1 412</b>	<b>- 157</b>
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
+ Résultat des opérations sur titres de placement	-	-
+ Résultat des opérations de change	-	-
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
<b>Résultat des opérations de marché</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
+ Autres produits bancaires	73	-
- Autres charges bancaires	812	695
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>134 856</b>	<b>112 626</b>
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
+ Autres produits divers d'exploitation	3 552	3 628
- Autres charges diverses d'exploitation	11	-
- Charges générales d'exploitation	49 072	43 596
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>89 326</b>	<b>72 658</b>
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en en souffrance	39 422	42 631
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-	-
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>49 904</b>	<b>30 027</b>
<b>RESULTAT NON COURANT</b>	<b>6</b>	<b>662</b>
- Impôts sur les résultats	20 320	12 179
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>29 590</b>	<b>18 509</b>

**ETAT DES SOLDES DE GESTION DU 30/06/2001 AU 30/06/2002**

## II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

( EN KDH )

	<b>30/06/02</b>	<b>30/06/01</b>
<b>+ RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>29 590</b>	<b>18 509</b>
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	<b>4 002</b>	<b>3 070</b>
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
+ Dotations aux provisions pour risques et charges	-	-
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	-	<b>36</b>
- Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	<b>45</b>	<b>20</b>
+ Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	<b>11</b>	
- Plus-values de cession des immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession des immobilisations financières	-	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
<b>+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>33 558</b>	<b>21 523</b>
- Bénéfices distribués		
<b>+ AUTOFINANCEMENT</b>	<b>33 558</b>	<b>21 523</b>

**DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS au 30/10/02**

Etablissement	Montant	Taux moyen	Durée moyenne du crédit
WAFABANK	400 MDH	7%	36 MOIS
BMCE	450 MDH	6.86%	31 MOIS
CDM	20 MDH	6.63%	36 MOIS
BCM	200 MDH	7.05%	36 MOIS
BMCI	150 MDH	7.0%	36 MOIS

---

# **Résultats 1999-2000-2001**

**Bilan**

**Hors Bilan**

**Compte de Produits et Charges**

**Etat des Soldes de Gestion**

**Tableau de financement**

**ETIC**

**BILAN AU 31/12/01**

<b>ACTIF</b>	<b>31/12/01</b>	<b>31/12/00</b>	<b>31/12/99</b>
<b>Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux</b>	<b>46 283 000</b>	<b>2 361 779</b>	<b>1 604 842</b>
<b>Créances sur les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>27 542 201</b>	<b>75 061 932</b>	<b>48 831 770</b>
. A vue	2 704 150	3 669 373	11 107 497
. A terme	24 838 051	71 392 558	37 724 273
<b>Créances sur la clientèle</b>	<b>2 970 665 615</b>	<b>2 666 208 272</b>	<b>2 680 707 310</b>
. Crédits de trésorerie et à la consommation	2 894 904 312	2 598 243 989	2 639 102 366
. Crédits à l'équipement	-	-	-
. Crédits immobiliers	18 909 119	17 860 418	14 670 944
. Autres crédits	56 852 184	50 103 866	26 934 000
<b>Créances acquises par affacturage</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Titres de transaction et de placement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-
. Autres titres de créance	-	-	-
. Titres de propriété	-	-	-
<b>Autres actifs</b>	<b>32 355 826</b>	<b>45 997 741</b>	<b>41 258 669</b>
<b>Titres d'investissement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-
. Autres titres de créance	-	-	-
<b>Titres de participation, Participations dans les entreprises liées et emplois assimilés</b>	<b>151 000</b>	<b>151 000</b>	<b>151 000</b>
<b>Créances subordonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Immobilisations données en crédit-bail et en location</b>	<b>37 086 661</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>34 997 473</b>	<b>8 673 076</b>	<b>2 823 501</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>33 034 435</b>	<b>31 898 332</b>	<b>32 076 375</b>
<b>Total de l'Actif</b>	<b>3 182 116 211</b>	<b>2 830 352 131</b>	<b>2 807 453 466</b>

## BILAN AU 31/12/01

PASSIF	31/12/01	31/12/00	31/12/99
<b>Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux</b>	-	-	-
<b>Dettes envers les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>1 654 488 419</b>	<b>1 263 903 254</b>	<b>1 228 554 824</b>
. A vue	554 815 287	216 929 288	207 621 821
. A terme	1 099 673 132	1 046 973 966	1 020 933 003
<b>Dépôts de la clientèle</b>	<b>149 000</b>	0	0
. Comptes à vue créditeurs	-	-	-
. Comptes d'épargne	-	-	-
. Dépôts à terme	-	-	-
. Autres comptes créditeurs	149 000	-	-
<b>Titres de créance émis</b>	<b>1 140 873 653</b>	<b>1 211 245 786</b>	<b>1 165 208 085</b>
. Titres de créance négociables	1 133 115 272	1 204 224 046	1 158 856 842
. Emprunts obligataires	-	-	-
. Autres titres émis	7 758 381	7 021 740	6 351 243
<b>Autres passifs</b>	<b>95 042 142</b>	<b>93 870 727</b>	<b>165 968 434</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	-	-	-
<b>Provisions réglementées</b>	<b>5 669 000</b>	<b>5 669 000</b>	<b>5 669 000</b>
<b>Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie</b>	-	-	-
<b>Dettes subordonnées</b>	-	-	-
<b>Ecart de réévaluation</b>	-	-	-
<b>Primes liées au capital et réserves</b>	<b>115 963 807</b>	<b>85 551 367</b>	<b>54 079 179</b>
<b>Capital souscrit</b>	<b>103 116 100</b>	<b>102 366 100</b>	<b>101 730 700</b>
<b>moins capital non versé</b>	-	-	-
<b>Report à nouveau (+/-)</b>	<b>17 506 322</b>	<b>27 466 938</b>	<b>30 000 671</b>
<b>Résultat net en instance d'affectation (+/-)</b>	-	-	-
<b>Résultat net de l'exercice (+/-)</b>	<b>49 307 768</b>	<b>40 278 960</b>	<b>56 242 574</b>
<b>Total du Passif</b>	<b>3 182 116 211</b>	<b>2 830 352 131</b>	<b>2 807 453 466</b>

## BILAN AU 31/12/2001

<b>HORS BILAN</b>	<b>31/12/01</b>	<b>31/12/00</b>	<b>31/12/99</b>
<b>Engagements donnés</b>	-	-	-
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	-	-	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-	-
Titres achetés à réméré	-	-	-
Autres titres à livrer	-	-	-
<b>Engagements reçus</b>	-	-	-
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-	-
Titres vendus à réméré	-	-	-
Autres titres à recevoir	-	-	-

**COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES DU 01/01/1999 AU 31/12/2001**

	31/12/01	31/12/00	31/12/99
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>426 736 552</b>	<b>437 376 486</b>	<b>425 747 994</b>
Intérêts et produits assimilés des opérations avec les établissements de crédit	152 919	337 971	-
Intérêts et produits assimilés des opérations avec la clientèle	415 351 230	432 999 565	413 412
Intérêts et produits assimilés des titres de créance	-	-	419 404 548
Produits des titres de propriété	-	-	-
Produits des immobilisations en crédit-bail et en location	6 974 349	-	-
Commissions sur prestations de service	4 258 053	4 038 950	5 930 034
Autres produits bancaires	-	-	-
<b>CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>191 315 687</b>	<b>193 407 550</b>	<b>179 089 466</b>
Intérêts et charges assimilées des opérations avec les établissements	104 932 872	95 847 283	96 252 974
Intérêts et charges assimilées des opérations avec la clientèle	-	-	-
Intérêts et charges assimilés des titres de créance émis	79 755 036	88 992 111	78 939 273
Charges des immobilisations en crédit-bail et en location	2 016 601	-	-
Autres charges bancaires	4 611 179	8 568 156	3 897 219
<b>PRODUITS NET BANCAIRE</b>	<b>235 420 865</b>	<b>243 968 935</b>	<b>246 658 527</b>
PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	7 121 314	5 942 707	7 159 291
CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	-	-	-
<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>89 773 395</b>	<b>83 351 384</b>	<b>82 463 255</b>
Charges de personnel	30 262 484	27 839 075	21 434 716
Impôts et taxes	3 004 103	2 083 545	1 682 938
Charges externes	48 734 361	46 619 078	52 423 512
Autres charges d'exploitation	1 206 935	838 112	1 137 122
Dotation aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	6 565 511	5 971 575	5 784 967
<b>DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECUPERABLES</b>	<b>109 850 372</b>	<b>132 562 242</b>	<b>109 223 102</b>
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	86 556 032	114 124 267	83 756 884
Pertes sur créances irrécupérables	23 294 341	18 437 975	25 466 218
Autres dotations aux provisions	-	-	-
<b>REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES</b>	<b>38 484 298</b>	<b>32 691 600</b>	<b>29 346 108</b>
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	38 484 298	32 691 600	29 346 108
Récupérations sur créances amorties	-	-	-
Autres reprises de provisions	-	-	-
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>81 402 710</b>	<b>66 689 617</b>	<b>91 477 570</b>
PRODUITS NON COURANTS	1 283 790	939 906	1 140 142
CHARGES NON COURANTES	85 502	27 321	-
<b>RESULTAT NON COURANT</b>	<b>1 198 288</b>	<b>912 586</b>	<b>1 140 142</b>
<b>RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS</b>	<b>82 600 998</b>	<b>67 602 202</b>	<b>92 617 712</b>
IMPOTS SUR LES RESULTATS	33 293 231	27 323 243	36 375 138
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>49 307 767</b>	<b>40 278 960</b>	<b>56 242 574</b>
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>473 625 954</b>	<b>476 950 699</b>	<b>463 438 708</b>
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>424 318 186</b>	<b>436 671 740</b>	<b>407 196 134</b>
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>49 307 768</b>	<b>40 278 960</b>	<b>56 242 574</b>

**ETAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/1999 AU 31/12/2001**

## I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

	31/12/01	31/12/00	31/12/99
(+) Intérêts et produits assimilés	415 504 150	433 337 536	419 817 959
(-) Intérêts et charges assimilées	184 687 907	184 839 395	175 192 247
<b>MARGE D'INTERET</b>	<b>230 816 243</b>	<b>248 498 141</b>	<b>244 625 712</b>
(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	6 974 349	-	-
(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	2 016 601	-	-
<b>Résultat des opérations de crédit-bail et de location</b>	<b>4 957 748</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
(+) Commissions perçues	4 258 053	4 038 950	5 930 034
(-) Commissions servies	3 206 686	7 087 909	2 718 359
<b>Marge sur commissions</b>	<b>1 051 367</b>	<b>- 3 048 959</b>	<b>3 211 675</b>
(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-	-
(+) Résultat des opérations sur titres de placement	-	-	-
(+) Résultat des opérations de change	-	-	-
(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-	-
<b>Résultat des opérations de marché</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
(+) Divers autres produits bancaires	-	-	-
(-) Diverses autres charges bancaires	1 404 493	1 480 246	1 178 860
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>235 420 866</b>	<b>243 968 935</b>	<b>246 658 527</b>
(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	440	-	-
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	7 120 874	5 942 707	7 204 464
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-	-
(-) Charges générales d'exploitation	89 773 395	83 351 384	82 463 255
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>152 768 785</b>	<b>166 560 258</b>	<b>171 399 736</b>
(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	71 366 074	99 870 641	79 876 993
(+) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-	-	-
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>81 402 711</b>	<b>66 689 617</b>	<b>91 522 743</b>
<b>RESULTAT NON COURANT</b>	<b>1 198 288</b>	<b>912 586</b>	<b>1 094 969</b>
(-) Impôts sur les résultats	33 293 231	27 323 243	36 375 138
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>49 307 768</b>	<b>40 278 960</b>	<b>56 242 574</b>

**ETAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/1999 AU 31/12/2001**

## II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	31/12/01	31/12/00	31/12/99
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>49 307 768</b>	<b>40 278 960</b>	<b>56 242 574</b>
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	6 565 511	5 971 575	5 784 967
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-	-
+ Dotations aux provisions pour risques et charges	-	-	-
+ Dotations aux provisions pour risques et charges	-	-	-
+ Dotations non courantes	-	-	-
- Reprises de provisions	36 000	64 839	1 135 947
- Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	84 017	157 247	42 827
+ Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-	-
- Plus-values de cession des immobilisations financières	-	-	-
+ Moins-values de cession des immobilisations financières	440		
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-	-
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>55 752 823</b>	<b>46 028 448</b>	<b>60 848 767</b>
- Bénéfices distribués	24 657 864	20 176 036	27 467 289
<b>AUTOFINANCEMENT</b>	<b>31 094 959</b>	<b>25 852 412</b>	<b>33 381 478</b>

**TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE DU 01/01/2001 AU 31/12/2001**

en KDH

	31/12/01	31/12/00
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION :</b>		
Produits sur opérations bancaires perçus	426 737	437 376
Récupérations sur créances amorties	2 634	2 129
Produits divers d'exploitation perçus	5 771	4 754
Charges sur opérations bancaires versées	- 191 316	- 193 407
Charges diverses d'exploitation payées		
Charges générales d'exploitation payées	- 154 659	- 177 277
Impôts sur les résultats payés	- 33 293	- 27 323
<b>Flux de trésorerie net provenant du compte de produits et charges</b>	<b>55 873</b>	<b>46 253</b>
<u>Variation des actifs d'exploitation</u>		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés ( hors liquidités)	47 520	- 26 229
Créances sur la clientèle	- 304 457	14 499
Titres de transaction et de placement (hors liquidités)		
Autres actifs	13 642	- 4 739
Immobilisations données en crédit-bail et en location	- 37 087	
<u>Variation des passifs d'exploitation</u>		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	390 585	35 348
Dépôts de la clientèle	149	670
Titres de créance émis	- 70 372	45 367
Autres passifs	1 171	- 72 399
<b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION</b>	<b>97 024</b>	<b>38 770</b>

**TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE DU 01/01/2001 AU 31/12/2001**

	en KDH	
	31/12/01	31/12/00
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>		
Produit des cessions d'immobilisations financières	461	300
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Acquisition d'immobilisations financières		
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	- 34 487	- 11 946
Intérêts reçus		
Dividendes reçus		
<b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	- 34 026	- 11 646
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>		
Subventions, fonds publics reçus		
Fonds spéciaux de garantie reçus		
Emission d'emprunts et de titres subordonnés		301
Emission d'actions	1 099	798
Remboursement des capitaux propres et assimilés		
Intérêts versés		
Dividendes versés	- 20 176	- 27 467
<b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	- 19 077	- 26 368
<b>VARIATION NETTE DES LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES</b>		
	43 921	757
<b>LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE</b>	2 362	1 605
<b>LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE</b>	46 283	2 362

(4) La différence entre E et F doit être égale à D.

## TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

AU 31 Décembre 2001

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
<b>Participations dans les entreprises liées</b>									
WAFASYSTEME DATA	Facilité Management	1 500 000	0,07	1 000	1 000	31/12/99	3 216 980,90	595 899,39	
WAFACOMMUNICATI	Communica	3 000 000	5	150 000	150 000	31/12/99	3 585 660,81	451 985,93	
<b>Autres titres de participation</b>									
<b>TOTAL</b>				<b>151 000</b>	<b>151 000</b>				

**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES**  
DU 01/01/01 AU 31/12/01

Tableau 4 & 8

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montants des Amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
<b>IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS</b>	2 611 633	466 305	1 426 913	1 651 025	703 865	43 859		747 724	903 301
Frais préliminaires	784 669			784 669	703 865	43 859		747 724	36 944
Charges à répartir sur plusieurs exercices	1 826 964	466 305	1 426 913	866 357					866 357
Primes de remboursement des obligations									
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	14 333 179	27 307 409		41 640 588	5 660 103	983 012		6 643 115	34 997 473
Droit au bail	1 484 945			1 484 945					1 484 945
Immobilisations en recherche et développement									
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	12 848 234	27 307 409		40 155 643	5 660 103	983 012		6 643 115	33 512 528
Immobilisations incorporelles hors exploitation									
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	46 977 053	46 583 052	1 296 827	92 263 278	15 078 722	7 599 102	835 468	21 842 357	70 420 922
Immeubles d'exploitation									
. Terrain d'exploitation									
. Immeubles d'exploitation .bureaux	10 892 100			10 892 100	1 591 321	435 684		2 027 005	8 865 095
. Immeubles d'exploitation .Logements de fonction									
Mobilier et Matériel d'exploitation									
. Mobilier et matériel de bureau d'exploitation	3 598 474	791 054		4 389 528	805 994	398 371		1 204 366	3 185 162
. Matériel Informatique	13 270 331	2 506 868	120 000	15 657 199	7 703 209	2 184 405	36 000	9 851 613	5 805 586
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	4 766 720	2 133 316	1 176 827	5 723 209	1 843 721	1 191 038	799 468	2 235 291	3 487 918
. Matériel roulant -Leasing-		38 630 757		38 630 757		2 016 601		2 016 601	36 614 157
. Matériel roulant en cours-Leasing-		774 330		774 330					774 330
. Autres matériel d'exploitation									
Agencemnts aménagements et installation technique	13 092 379	697 841		13 790 220	3 127 941	1 371 524		4 499 465	9 290 755
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	14 800			14 800	6 537	1 480		8 017	6 783
Immobilisations corporelles hors exploitation									
. Terrain hors exploitation									
. Immeubles hors exploitation	832 500	975 000		1 807 500					1 807 500
. Mobiliers & matériel hors exploitation	130 650	73 886		204 535					204 535
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	379 100			379 100					379 100
<b>TOTAL</b>	<b>63 921 865</b>	<b>74 356 767</b>	<b>2 723 740</b>	<b>135 554 892</b>	<b>21 442 690</b>	<b>8 625 973</b>	<b>835 468</b>	<b>29 233 196</b>	<b>106 321 696</b>

Nom de l'établissement:WAFASALAF

**PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSON OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS**  
01/01/2001 AU 31/12/2001

DATE DE CESSON OU RETRAIT	COMPTE PRINCIPALE	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULES	VALEUR NETTE D' AMORTISEMENT	PRODUIT DE CESSON	PLUS VALUES	MOINS VALUES
10/01/01	MATERIEL TRANSPORT	148 325	148 325	-	20 000	20 000	
01/01/01	MATERIEL TRANSPORT	535 000	200 624	334 376	334 376	-	
30/09/01	MATERIEL TRANSPORT	189 500	164 233	25 267	50 000	24 733	
30/08/01	MATERIEL TRANSPORT	151 002	140 935	10 067	30 000	19 933	
30/09/01	MATERIEL TRANSPORT	153 000	145 350	7 650	27 000	19 350	
	<b>TOTAL</b>	<b>1 176 827</b>	<b>799 468</b>	<b>377 359</b>	<b>461 376</b>	<b>84 017</b>	

## PROVISIONS

DU 01/01/2001 AU 31/12/2001

en DH

PROVISIONS	Encours 31/12/2000	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2001
<b>PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, S</b>	<b>272 901 226</b>	<b>86 556 032</b>	<b>38 484 298</b>		<b>320 972 959</b>
créances sur les établissements de crédit et assimilés créances sur la clientèle titres de placement titres de participation et emplois assimilés immobilisations en crédit-bail et en location autres actifs	272 901 226	86 556 032	38 484 298		320 972 959
<b>PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF</b>	<b>5 669 000</b>				<b>5 669 000</b>
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature Provisions pour risques de change Provisions pour risques généraux Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires Provisions pour autres risques et charges Provisions réglementées	5 669 000				5 669 000
<b>TOTAL GENERAL</b>					

## ETAT B13

Détails autres passifs  
Au 31/12/2001

En milliers de DH

CREANCES	Total 31/12/01	Total 31/12/00	Total 31/12/99
CHARGES A PAYER	16 355	16 977	20 108
PRODUITS CONSTATEES D'AVANCE	2 038	1 245	-
AUTRES	76 649	75 648	144 682
<b>TOTAL</b>	<b>95 042</b>	<b>93 870</b>	<b>164 790</b>

## VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

AU 31/12/2001

en milliers de DH

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées Autres titres Hypothèques Autres valeurs et sûretés réelles		<b>NEANT</b>	
<b>TOTAL</b>			

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées Autres titres Hypothèques Autres valeurs et sûretés réelles		<b>NEANT</b>	
<b>TOTAL</b>			

## CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE

AU 31/12/2001

en milliers de DH

BENEFICIAIRE	Montant des risques dépassant 10% des Fonds Propres Nets		
	crédits par décaissement	crédits par signature	TOTAL
	NEANT		

## AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

AU 31 Décembre 2001

en DH

	Montants		Montants
<b>A- Origine des résultats affectés</b>		<b>B- Affectation des résultats</b>	
Décision de l'AGO du 12 Mai 2000			
Report à nouveau	27 466 937,67	Réserve légale	63 540,00
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	20 176 035,50
Résultat net de l'exercice	40 278 959,58	Réserve extraordinaire	30 000 000,00
Prélèvements sur les bénéfices		Report à nouveau	17 506 321,75
Autres prélèvements			
<b>TOTAL A</b>	<b>67 745 897,25</b>	<b>TOTAL B</b>	<b>67 745 897,25</b>

## DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

## I. DATATION

<p>. Date de clôture (1)</p> <p>. Date d'établissement des états de synthèse (2)</p> <p>(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice</p> <p>(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.</p>
--

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	. Favorables
	. Défavorables